



TRIBUNE

Socialiste

unifié

Hebdomadaire du parti

N° 72

21 OCTOBRE 1961

PRIX : 0,40 NF

Assez temporisé !

QUAND le général de Gaulle n'avait pas encore pris le pouvoir, ou quand il était dans les premiers temps de son règne, ses admirateurs louaient en lui une lucidité politique, une fermeté de desseins et une rapidité de décision qui devaient faire contraste avec les tâtonnements et les hésitations de ses débiles prédécesseurs. Ces qualités devaient se manifester avec le plus vif éclat dans la solution de l'affaire algérienne...

Mais voici trois ans que de Gaulle est au pouvoir : la guerre d'Algérie a maintenant duré sous la V^e République aussi longtemps que sous la IV^e. Alors, ceux qui veulent malgré tout adorer l'idole, ont donné à leurs louanges un autre tour : de Gaulle n'est plus l'homme qui tranche avec décision et brise les résistances, il est un sage temporisateur qui use patiemment ses adversaires et qui, avec une prudente et machialévique lenteur, « laisse mûrir la situation ».

Beaux effets de la temporisation, en vérité ! Mûrissement ? Non : pourrissement.

Au cours des derniers mois, le pouvoir a eu pour tactique de persuader l'opinion française que la phase de lutte militaire contre le F.L.N. pouvait être considérée comme pratiquement terminée.

La conférence de presse du 5 septembre fit espérer un changement d'attitude sur le problème du Sahara qui avait fait échouer les négociations d'Evian et de Lugrin.

Ainsi, une fois de plus, on avait fait croire à la majorité des Français que nous étions enfin à la veille d'une nouvelle négociation et, cette fois, avec les plus grandes chances d'aboutir à un accord.

Or, rien ne s'est passé : ou plutôt, rien ne s'est passé sur le plan diplomatique en ce sens que les négociations n'ont pas été reprises. Mais, pendant ce temps, en Algérie et en France même, les réalités ne se sont pas soumises à cet immobilisme que de Gaulle prend pour de la fermeté.

Voici que, de nouveau, la presse et la radio publient les bilans hebdomadaires de l'activité militaire et policière : 130 ou 150 rebelles mis hors de combat, — un réseau du F.L.N. démantelé dans telle ou telle ville par un coup de filet (combien avons-nous eu de ces coups de filet victorieux depuis la capture de Ben Bella ?)

Mais, ce qui est beaucoup plus grave, c'est la multiplication des heurts sanglants entre les deux communautés. A la guerre entre armée française et F.L.N., se superposent maintenant, dans les villes et les villages, les batailles entre Européens et Algériens. Ceux-ci, jusqu'à ces derniers jours (1) et sans doute sur un mot d'ordre du G.P.R.A., avaient paru conserver assez de maîtrise pour ne pas riposter à l'O.A.S. Les derniers incidents font craindre que l'exaspération ne succède au sang-froid. La dernière déclaration du G.P.R.A. a été consacrée à ces événements. Elle exprime la crainte que ces violences ne soient « en train de ruiner les chances de cohabitation des Européens d'Algérie avec le peuple algérien ».

Est-ce effectivement le but du gouvernement français ? Est-ce cela la politique de « dégageant » ?

Ce qui vient de se passer dans le même temps en Tunisie nous donne de fortes raisons de le craindre. Les enseignants français sont sur place, prêts à reprendre leur travail. Ils y ont quelque mérite : ils sont revenus spontanément sans être encore assurés de garanties et presque malgré les autorités françaises. Un accord provisoire permettant à la mission universitaire et culturelle de reprendre son activité, a été préparé par les services français et tunisiens. Mais à Paris, on trouve des prétextes pour ne pas le signer. On voudrait acculer le gouvernement tunisien à se retourner vers d'autres pays et à se passer désormais des professeurs et instituteurs français, on ne s'y prendrait pas autrement.

Si telle est bien, pour toute l'Afrique du Nord, la politique de « dégageant », alors, en effet, il y a grand risque que l'on perde encore du temps et des vies humaines pour « laisser mûrir la situation ». Notre lutte pour la paix ne doit rien perdre de sa vigueur. Trop de gens répètent que « la fin de la guerre d'Algérie passe par de Gaulle ». Le pouvoir sait tirer avantage de cette illusion pour conserver la faveur de l'opinion à laquelle il se présente d'autre part comme le meilleur défenseur de la tranquillité intérieure contre les aventuriers de l'O.A.S.

Notre lutte pour la paix et notre lutte contre le régime doivent demeurer étroitement liées.

Robert Verdier

(1) Voir, en page 5, l'article de Bertrand Renaudot sur les manifestations algériennes de mardi soir, à Paris.



A PARIS, MARDI SOIR, LA POLICE A CHARGE



(Photos Associated Press)

UNITÉ RÉALISÉE CETTE SEMAINE :

- Union Ouvriers-Paysans dans le Puy-de-Dôme et la Saône-et-Loire
- Union Syndicats — Partis dans le Tarn et le Maine-et-Loire

Le P.S.U.

Défense immédiate et préparation de l'avenir

En application des décisions de la dernière session du Comité Politique National, le Bureau National du P.S.U. a pris contact avec les différents centraux syndicaux comme avec les directions du Parti Communiste et de la S.F.I.O.

Au cours de ces différents entretiens, nos délégués ont été conduits à établir une nette distinction entre les problèmes posés par la nécessité de faire face à la menace de guerre civile et ceux que soulève la succession du régime gaulliste.

Dans le premier cas, le P.S.U. a émis le vœu que l'on ne perde pas de temps à réaliser cette coordination des efforts qui s'est révélée indispensable en janvier 1960 et en avril 1961. Face au fascisme militaire, l'union la plus large doit être obtenue.

Dans le deuxième cas, le P.S.U. a tenu à déclarer que la question fondamentale était à ses yeux celle de l'établissement d'un programme fixant les bases d'une démocratie nouvelle. Ne jetant aucune exclusive au départ, le P.S.U. déterminera, en fonction des discussions qu'il aura sur ce programme, sa position à l'égard des différents regroupements qui se dessinent aujourd'hui.

17 octobre 1961

Deux délégations de la S.F.I.O. et du P.S.U. se sont rencontrées le 16 octobre. Elles ont procédé à un échange de vue sur la situation politique et sur les initiatives prises récemment par chacune des deux organisations.

De nouvelles rencontres sont prévues.

17 octobre 1961

Communiqué commun

P.S.U. - P.C.

Les représentants du P.C.F. (W. ROCHET, Georges MARCHAIS, Gaston PLISSONNIER) et du P.S.U. (Edouard DEPREUX, Gilles MARTINET, Jean VERLHAC) qui se sont rencontrés le 13 octobre dernier, ont constaté que, quelles que soient les différences de point de vue sur certaines questions, l'union est aujourd'hui plus que jamais nécessaire pour faire face à l'activité fasciste, aux menaces de coup de force de l'O.A.S., à la néfaste politique du pouvoir gaulliste.

Les deux délégations considèrent comme très positive l'union déjà réalisée dans un certain nombre de localités et de départements avec, notamment, les organisations de la S.F.I.O., du P.C.F., du P.S.U., des Syndicats et d'autres formations démocratiques.

Les deux partis appellent l'ensemble de leurs militants, les démocrates de toute tendance à s'inspirer de ces exemples pour réaliser dans l'ensemble du pays, l'union et l'action de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

16 octobre 1961

P. RAMADIER N'EST PLUS

Paul Ramadier, ancien président du Conseil, vient de mourir à l'âge de 73 ans après une longue et douloureuse maladie.

Tribune Socialiste tient à adresser ses condoléances et à exprimer sa sympathie à notre camarade Jean Ramadier, son fils, et à tous les siens, cruellement éprouvés.

Le camp de l'antigaullisme a beaucoup recruté ces dernières semaines. Nous ne revivons plus sans doute les amères délices de l'opposition courageusement solitaire. Des alliances s'offrent — autant d'hommages à la vigueur de notre opposition de la première heure, autant de signes que cette fermeté n'était pas sans espoir, que le régime du 13 mai s'essouffle.

Où en est le pouvoir gaulliste ?

L'USURE du pouvoir gaulliste n'est point seulement celle de la durée. Spectateur de la deuxième révolution industrielle et de la poussée démographique, il n'apporte et ne veut apporter aucune des solutions radicales qu'elles exigent l'une et l'autre : — les travailleurs paient de la stagnation du pouvoir d'achat la prospérité boursière et la protection des privilèges des monopoles et des secteurs malthusiens de l'économie, — la reconversion agricole n'est conçue qu'au prix de l'écrasement de la petite paysannerie, — les scandales de l'habitat et de la construction nourrissent le « veau d'or » des compagnies immobilières et des seigneurs de la « propriété bâtie », — la dime payée aux parasites qui commandent les circuits essentiels de distribution (viande, lait, fruits, légumes) est jalousement protégée, — la fiscalité bascule sur les moyens salariés, — l'organisation de l'enseignement au rabais par le recrutement massif de personnel non qualifié devient un système.

De tout cela, la nation, dans sa partie travailleuse et salariée, souffre. Elle vérifie que le pouvoir personnel n'a rien résolu de ses problèmes permanents, que les injustices d'avant le 13 mai se portent bien sous le régime des référendums et des admonestations télévisées. Elle a épuisé surtout toute illusion quant à la chance d'en finir sans douleur avec la guerre d'Algérie.

Pour ce régime en équilibre sur le prestige du personnage-légende, le désenchantement populaire peut être périlleux. Il l'est surtout du fait du fléchissement de la fidélité dans les grands corps de l'Etat et singulièrement chez les cadres de l'armée et de la police. Encore faut-il admettre que ces défections ne préparent pas par elles-mêmes une issue populaire à la crise naissante du « système ». La seule menace sérieuse, directe à l'autorité du système personnel, vient du combat d'arrière-garde de l'O.A.S., de sa conjonction possible avec un sur-saut de l'armée. Il est loisible d'imaginer que la « gauche » retrouvée, renouée et réunie, s'engouffrerait dans la brèche ouverte par l'assaut des ultras. Mais ce miracle ne naîtrait pas du néant et le dernier Comité Politique National du P.S.U. a sagement recommandé aux fédérations de prendre tous contacts et toutes mesures visant, dès maintenant, à l'organisation pratique de la grève générale et à la constitution de groupes d'auto-défense.

Il est douteux, en tout cas, que la vacance du pouvoir gaulliste en cette conjoncture chaotique puisse être comblée par une équipe d'union nationale accrochée derrière Monnerville, ce bel exemple de constance démocratique, président du Sénat de toutes les « Républiques ».

Douteux aussi que le pouvoir capitule devant des Frondes parlementaires que la menace de dissolution a tôt fait d'apaiser.

Certaines des fidélités qui avaient chancelé se sont reprises : ni les Indépendants, ni le M.R.P. n'ont jugé opportun de rompre avec le pouvoir. Les dernières manifestations de la pompe gaullienne, pas plus que les récents sondages électoraux n'attestent de déroute brutale et massive du prestige de de Gaulle ou du parti qui s'en réclame.

Le désenchantement, si réel soit-il, n'a pas encore isolé le gaullisme.

Déjà, à plusieurs reprises, dans un passé récent, des élans ont porté le mouvement antigaulliste de l'avant : qu'on se souvienne du 27 octobre ou de la riposte des journées d'avril, mais rien n'était encore assez sûr, assez profond, assez structuré. Chaque fois aussi, le pouvoir — inventif et vigi-

Cohésion nationale

lant — a su casser la menace : référendum en janvier, négociations en juin. Il n'est pas vrai que tout soit à recommencer : des liens lentement se tissent, la texture de la gauche renouvelée se fait plus dense. Mais la remontée ne va pas sans pause ni sans reflux. Les passages à vide sont malaisés à franchir pour un parti jeune comme le nôtre et né de l'action. Il faut tenir, pourtant, puisque beaucoup dépend de nous, y compris le mûrissement de la conscience politique.

De Gaulle reste fort de la fonction protectrice qu'il s'arroge contre la guerre civile et contre le chaos. Il lui faut une O.A.S. ou une guerre pour régner. On ne peut le battre sans défaire et sans anéantir le clan fasciste. On ne le peut non plus sans unir les forces vives du peuple pour un changement réel.

La méthode et le programme pour ce changement, notre congrès de Clichy les a définis — sur la base des principes de la Charte d'Unification : c'est la politique de Front socialiste.

Les modifications intervenues récemment dans la situation politique, la réanimation et l'élargissement de l'opposition au gaullisme permettent d'accrocher cette politique au terrain. Le débat ne risque plus d'être académique dès lors que, concrètement, il faut choisir et se battre pour une politique.

Notre parti va faire la preuve de sa capacité politique en réaffirmant, face à la crise naissante du système gaulliste, l'orientation de Front socialiste, en repoussant les sollicitations contraires à notre conception du rassemblement des travailleurs, les tentatives d'enrayer notre programme, d'échanger enfin notre objectif : faire que la crise du gaullisme soit l'occasion et le levier de changement décisif dans la structure économique et sociale de la France.

Syndicats et cartels d'action

Le Front socialiste, c'est d'abord une certaine conception du rassemblement anti-gaulliste. La résistance à la politique économique et sociale du système, la prise de conscience, par les cadres syndicaux surtout, de la nécessité de transformations de structure, d'un contrôle du pouvoir par les travailleurs, l'opposition de plus en plus active à la guerre d'Algérie, justifient notre volonté d'appuyer le Front socialiste sur la large assise des organisations syndicales. Les sirènes toutes nouvelles du « regroupement » ne contestent plus le rôle que tiendront nécessairement les organisations syndicales. Le Congrès radical lui-même, où soufflait le vent du « renouveau », s'est montré attentif aux propos des représentants du C.N.J.A. dont on sait la contribution au réveil politique des travailleurs ruraux.

Dès maintenant, les représentants des centrales syndicales à qui nous nous sommes adressés en priorité au lendemain du C.P.N. se déclarent prêts à prendre leurs responsabilités pour faciliter le rassemblement des travailleurs. Mais l'essentiel est toujours de parvenir à la constitution, sur le plan départemental, de cartels d'action groupant syndicats et partis anti-gaullistes, de donner autant que possible à ces cartels un caractère permanent. Cette formule l'emporte décidément sur celle, longtemps défendue par les communistes, de comités de personnalités irresponsables. J. Verlhac a souligné, dans son éditorial de la semaine dernière, l'importance des résultats déjà obtenus, notamment dans les Côtes-du-Nord, le Finistère, l'Hérault, la Loire.

Mais ces accords départementaux eux-mêmes n'auront réelle solidité et efficacité que s'ils se prolongent sur le plan local et des entreprises, que si, au mot d'ordre de résistance antifasciste, s'ajoutent très rapidement des propositions de transformations économiques, sociales et politiques. C'est précisément ce qui, à l'initiative de notre camarade C. Mazier, vient d'être décidé dans les Côtes-du-Nord et qui peut servir de modèle à l'ensemble des départements.

L'intervention des syndicats, décisive pour le rassemblement démocratique et socialiste, ne résout pas tout par elle-même et n'est pas spontanée.

Il faut la concevoir dans son rapport dialectique avec celle de ces autres relais, de ces autres « intermédiaires » que sont les organisations politiques, dont la nôtre avec sa perspective de Front socialiste. Si nous savons faciliter et accélérer cette intervention, il nous sera plus aisé de répondre à la question essentielle désormais posée : celle des contours politiques du Front socialiste, du choix de nos alliances politiques.

Notre recherche d'alliances :

Les comportements d'hier, garanties du présent et de l'avenir.

Nous le ferons politiquement, en application même des principes du Front socialiste, quelque gêne que puisse dès l'abord susciter l'oubli malaisé de certaines responsabilités. Mais la bonne conscience en la matière n'a rien qui puisse surprendre : on sait comment les génies de la drôle de guerre reprirent du service en 45, comment les généraux de Pétain, tel Juin, devinrent les purs héros de la Libération.

L'admirable faculté d'oubli de ses hommes politiques est une des forces de la bourgeoisie : elle sait toujours dégager à temps une partie de son « personnel » politique pour l'opération « succession ». Passées les grandes heures « d'union nationale » (ainsi l'été 58) elle répartit ses mises entre les équipes d'aujourd'hui et celles de demain (qui sont à peu près celles d'hier) pour s'assurer de la continuité du pouvoir. Des socialistes ne doivent donc jamais s'imaginer que le pouvoir leur reviendra de lui-même vacant, par « usure » du régime. Il y a toujours une équipe de rechange qui, tenue en réserve, se refait une virginité. Aussi bien, pour des socialistes, le problème n'est pas surtout affaire d'hommes, d'équipes, d'états-majors politiques. Il est celui de la constitution d'une force politique, des garanties puisées dans le contrôle populaire du pouvoir, des directions fixées à son action par un programme.

Tels sont les critères dans le choix de nos alliances. On admettra simplement qu'au-delà de toute considération sentimentale, voire morale, les erreurs et les reniements du passé pèsent de quelque façon dans nos déterminations politiques d'aujourd'hui. Car les comportements d'hier sont un des éléments de garanties pour le présent et l'avenir. Et nous nous sentons plus à l'aise, plus en confiance avec ceux dont nous avons éprouvé, au plus creux de la vague, la fermeté et la clairvoyance. Nous savons que nous pouvons compter sur ceux qui, en 58, n'ont pas plié, qui ont, avec nous, dans l'U.D.F., avec nos camarades E. Depraux, D. Mayer, G. Martinet, P. Mendès-France, fait front contre la veulerie du gaullisme triomphant.

Si encore nous évoquons certaines expériences d'un passé récent, ce n'est pas pour « régler les comptes ». Mais les réflexions qu'elles nous ont depuis longtemps inspirées ont guidé notre élaboration des principes du Front socialiste. La première règle du « renouveau » (lui aussi très nécessaire) des mœurs politiques, c'est de ne pas piétiner les principes au moment de leur mise en œuvre.

Refus

d'une « Troisième force »

DU notre refus, catégorique et sans rémission, de toutes tentatives de « Troisième Force », quelle qu'en soit la nouvelle étiquette. Les données sont très claires : il n'y a pas, dans la disposition actuelle des forces politiques en France, de base possible pour une direction de troisième force. La solution de « Troisième force » ne pourrait, s'ouvrant délibérément sur sa droite qu'être une variante de l'union nationale, c'est-à-dire l'application systématique de la politique des privilèges ; pour cette politique, il est tout à fait vain d'espérer le concours des travailleurs et notamment de la plupart des organisations syndicales. Une des significations de l'existence du P.S.U., c'est

gaulliste ou Front Socialiste ?

que combat sera mené sans relâche contre une mystification dont le dernier avatar, cette demi « Troisième force » qu'était le « Front Républicain » accéléra la débâcle des forces démocratiques et précipita l'avènement du système gaulliste.

Nous voici donc au cœur de la discussion politique qu'il faut avoir — à tous les échelons et pas seulement au sommet — avec nos camarades de la S.F.I.O. Dès notre congrès de Clichy, nous avons dit l'importance de la participation du courant S.F.I.O. au rassemblement de Front socialiste. Ce faisant, nous tenions compte de l'implantation de l'organisation politique S.F.I.O. dans certaines régions de forte concentration industrielle, ou de petite propriété paysanne, de son influence dans certains secteurs socio-professionnels, telle l'Université. Nous tenions compte aussi de l'inévitable et prochaine rupture de ce parti avec le système gaulliste. Mais cette rupture, plus qu'à demi consommée désormais, n'est pas par elle-même décisive.

Le plus important est de savoir maintenant où mène ce décrochage et, pour la part qui dépend de nous, empêcher qu'il ne prépare un replâtrage dans le système ou hors le système. Les derniers événements ne nous donnent sur ce point aucune sérieuse garantie.

La place faite aux déclarations de Pflimlin dans *Démocratie 61* confirme que le M.R.P. serait en tout état de cause une pièce maîtresse de l'opération. Mais les « circonstances » pourraient commander d'aller beaucoup plus loin encore. Dans le système : qu'on réfléchisse par exemple à l'insistance mise ici et là à évoquer une possible « scission de l'U.N.R. ». Et comment en effet préparer la variante de gauche du régime (une des idées toujours de G. Mollet et, à coup sûr, de de Gaulle) sans intégrer « la gauche » de l'U.N.R. Les « gaullistes de gauche » qui feraient le « pont » pour l'occasion le savent si bien qu'ils ont méprisé les offres de « Cartel d'Action Démocratique ». Hors le système : ne fut-il pas question quelques jours avant le Conseil National S.F.I.O. d'une union nationale jusqu'à Pinay, pour une « restauration parlementaire » qui compte d'ailleurs beaucoup d'adeptes et des plus surprenants : témoin la célèbre lettre de Salan qui a bénéficié d'une publicité qu'on ne peut croire fortuite.

Si, le gaullisme défaillant, et Salan tenant des gages en Algérie, le « pouvoir » Monnerville-Pinay-Mollet devait négocier ou se battre, que pensez-vous qu'il choisirait ?

Et que signifierait ce marchandage, même camouflé sous une « restauration des droits du parlement » ? Les intermédiaires « valables » ne sont-ils pas tout prêts ? — M. Max Lejeune, du colloque de Vincennes, n'est pas, que nous sachions, en rupture avec son parti dont il a voté la dernière motion au Conseil National de Pu-teaux.

La tentation sera forte, à certains moments, de se résigner au prétendu moindre mal pour éviter les rigueurs de l'affrontement, cependant inévitable. Contre cette pente, il faudra s'accrocher. Il n'est pas certain que nous serons assez forts, assez prêts pour empêcher une nouvelle fois les solutions d'abandon. En ce cas, il faudra que cette nouvelle « expérience » ait lieu sans nous, même si ceux qu'on classe encore parfois sur notre gauche — les communistes — multiplient (sans risque aucun d'ailleurs) les offres de service à cette « union de tous les républicains ».

Mais nous avons de sérieux atouts pour imposer l'autre voie : toutes ces opérations, y compris le « cartel démocratique », ont besoin d'une caution de « gauche ». D'où les invitations pressantes qui nous sont maintenant lancées. Notre seule existence, si faibles et parfois inexperts que nous soyons, change les données politiques.

La ligne «thorézienne» : pierre d'achoppement de l'union avec le P. C.

Il n'est pas si facile de s'en tirer avec nous par la commode pirouette antistalinienne. De toute la force de cette position qu'en 18 mois nous

avons notablement consolidée, il nous faut donc peser vers le véritable rassemblement des travailleurs pour une politique socialiste.

Nous ne réussirons qu'en faisant triompher notre conception des rapports avec les communistes, sur laquelle il faut encore et toujours s'expliquer, y compris dans le parti. Pas de front réel des travailleurs pour le socialisme sans la participation effective du secteur d'influence communiste. Pas d'accord durable et efficace pour le Front socialiste sans mise en cause pratique de la ligne thorézienne. Toute lassitude devant cette double exigence, tout infléchissement vers l'une des deux facilités qui nous guettent serait mortelle.

A ceux qui croient pouvoir faire l'économie de l'action unie avec les communistes, nous disons qu'ils se condamnent à n'être que les otages d'une « troisième force » dont personne, au P.S.U., ne veut. A ceux qui croient que l'action unie quotidienne se suffit à elle-même, nous demandons pourquoi, après des années de cette pratique, le P.C.F. est plus isolé que jamais ? N'est-ce pas que depuis des années fut éludé le débat essentiel : celui qui concerne la Voie française vers le socialisme ? Et n'est-il pas temps, quand la bourgeoisie avance ses formules de remplacement, que les socialistes débattent de leur formule à eux ? Faute de pouvoir imposer sa conception — la conception soviétique — du passage au socialisme, le P.C.F. peut se résigner une fois encore, à appuyer n'importe quelle combinaison de « large union » et de « rénovation démocratique » propre à... « ménager » l'avenir. Nous ne voulons pas, nous, « ménager l'avenir » ; nous devons le faire.

Les camarades de Sud-Aviation à Toulouse croient-ils vraiment, comme ils nous l'ont écrit voici quelque temps, que nos « différences (avec les communistes) sur la conception future de la Société » soient « secondaires » ? A moins qu'il ne s'agisse pour eux d'un « futur » très lointain ? Faut-il, dès lors, comprendre que la crise finale du gaullisme ne posera pas nécessairement le problème de transformations révolutionnaires ouvrant la période de transition au socialisme ? Echéance que nous, au P.S.U., nous préparons. Alors, est-ce secondaire camarades ?

Et n'est-il pas vrai que là-dessus, nous sommes, vous êtes, en désaccord avec les communistes ? La lutte pour le socialisme, en France, est-ce de tenir, pour une tâche tactique, le secteur français du front dans le duel planétaire entre les deux camps ?

Croyez-vous qu'entre une telle stratégie qui est celle des communistes et la nôtre, celle que sentent, que veulent confusément des millions de travailleurs de toutes conditions, pressés de balayer les absurdités et les mal-faisances de notre régime, croyez-vous que la différence soit « secondaire » ? Et ne dites pas qu'on en discutera plus tard, ne dites pas cela au moment où se pose la question de savoir ce que, tous unis, nous ferons après de Gaulle. Ne dites pas cela au moment où les exigences impitoyables de cette stratégie communiste compromettent une fois de plus les chances d'union de la classe ouvrière, où se trouvent distendus leurs liens avec leurs plus fidèles alliés du Mouvement de la Paix, du fait de l'approbation sans réserve d'initiatives de l'Union soviétique — reprise des essais nucléaires, verrouillage à Berlin — dont le caractère pacifique et socialiste n'est pas absolument évident.

Oui, nous devons, comme vous le dites vous-mêmes, mener un « combat permanent contre tout ce qui divise la classe ouvrière » et parvenir à une stratégie unique de la classe ouvrière française.

Il est temps que les camarades communistes se convainquent que nous pourrions beaucoup ensemble, s'ils consacrent le meilleur de leurs forces et de leur savoir faire à la lutte pour le socialisme en France, plutôt qu'à tirer Ulbricht de difficultés dont les causes ne sont que trop certaines. Pour accélérer cette compréhension, le P.S.U. a un grand rôle à jouer et les camarades de Sud-Aviation à Toulouse doivent être remerciés de contribuer à l'approfondissement d'une discussion qui doit pouvoir s'étendre très vite, aussi libre

et fraternelle, à tout le mouvement ouvrier et socialiste.

La tâche de chaque jour

Les éléments de programme opportunément rappelés par la résolution du dernier C.P.N. faciliteront la confrontation et la rendront plus concrète. Ce sont les privilèges qu'il faut atteindre, ce sont les secteurs vitaux de production et d'échanges capitalistes qui doivent passer sous le contrôle des travailleurs. L'augmentation réelle des salaires, la diminution des heures de travail, l'aide de l'Etat pour la réalisation des réformes de structure agricoles cimenteront l'alliance des travailleurs et du nouveau pouvoir, dégagé des exigences des privilégiés.

En popularisant sans tarder ces éléments du programme, en les confrontant avec les propositions éventuelles de nos partenaires, en multipliant les initiatives de rassemblements à tous les niveaux, nous accélérerons le changement d'attitude des couches les plus diverses de travailleurs à l'égard du système. Nous rendrons possible l'intervention efficace des forces populaires en cas de rupture brutale de l'équilibre du pouvoir gaulliste. Nous créons surtout les conditions d'une véritable issue démocratique à la crise du système dès maintenant en décadence.

Rien de tout cela n'ira vite ni aisément. Quand nous avons, à l'origine du P.S.U., expliqué les défaites du mouvement ouvrier et le recul de la démocratie, nous n'avons pas semé d'illusion sur les difficultés de la contre-offensive. Nous n'avons promis ni opération-miracle ni homme-miracle.

A chacun les siens

DES l'annonce de l'arrestation de militants espagnols antifranquistes, la plupart des organisations ouvrières ont réagi, et avec elles de nombreuses associations démocratiques. Mais pourquoi, le Parti communiste français n'a-t-il soufflé mot de cette affaire ?

Ainsi donc, dans l'incohérente situation politique et sociale française, en dépit du désordre qui règne dans les esprits, des réflexes simples, qui sont des réflexes sains, ont joué.

Que les autorités policières françaises s'en prennent à quelques dizaines de travailleurs espagnols dont les opinions et les activités sont publiques — et parfaitement légales — devrait pouvoir s'expliquer, sinon par des motifs de grandeur ou par des raisons d'Etat, du moins par des calculs à l'échelon obscur des services. Or, aux journalistes qui s'inquiétaient de savoir pourquoi des perquisitions étaient pratiquées au domicile de réfugiés espagnols et des « vérifications d'identité » exigeant la présence des intéressés pendant de longues heures dans les locaux de la préfecture effectuées, il fut répondu de source officielle qu'il s'agissait de mesures prises en liaison avec l'enquête sur les récentes activités d'El Campesino.

Le prétexte ne tient pas. Aucune organisation républicaine espagnole n'entretient de relation, circonstancielle ou permanente, avec l'ancien général. Pour de nombreux motifs, qui tiennent tant au passé du Campesino qu'à son comportement présent, les responsables des mouvements d'exilés le considèrent comme un élément marginal.

Ce qui ne signifie nullement que la solidarité des démocrates et des révolutionnaires français ne doit pas s'exercer en faveur d'un combattant antifranquiste qui, en franc-tireur, s'efforce de porter des coups à un régime dictatorial méprisable et méprisé. Bien au contraire : nous ne pouvons accepter de voir un lutteur antifasciste être promené de ville en ville, enchaîné, sans doute pour fournir à la presse franquiste, l'occasion de publier d'impressionnantes photos. Mais nous ne pouvons tomber dans le piège qui consiste à justifier les mesures prises à l'encontre des syndicalistes espagnols par l'action d'El Campesino.

De tout temps, les autorités franquistes se sont efforcées d'obtenir des autorités françaises des mesures ten-

Nous avons dit, parce que nous sommes vraiment des démocrates, que tout dépendrait du peuple, qu'il lui faudrait d'abord reprendre confiance. Les plus engagés d'entre-nous dans la lutte, les jeunes surtout, sont impatients d'agir et le devoir du parti est d'organiser toutes ces énergies. Mais l'impatience de tel ou tel devant le retard des événements sur nos espoirs et nos désirs peut être mauvaise conseillère. En tous cas, nous n'avancerons pas nos aiguilles. Il sera bien déjà que pour une fois, nous soyons prêts à l'heure. Et pour cela chaque jour qui vient comptera.

Mais il faut une bonne fois se convaincre que nous ne ferons pas l'économie du long et obscur effort d'organisation et d'éducation politique du parti et des secteurs qu'il influence, d'implantation méthodique de nos sections — dans les quartiers, les cantons, les entreprises, de la consolidation de nos rapports avec les hommes et les groupements responsables d'activités de masse (et pas seulement des syndicats). Prétendre sauter cette étape ce serait pour ce jeune parti, pour le courant encore inorganique qu'il exprime, se jeter dans le néant.

Pour tenir bon dans les remous qui menacent, il faudra être enraciné. Implantation, développement du parti, éducation du parti, c'étaient les directions fixées au travail du parti par les deux sessions d'été du C.P.N. Les modifications positives du rapport des forces perceptibles ces dernières semaines rendent simplement plus pressante la nécessité de cet effort.

Jean Poperen

dant à imposer le silence à l'émigration politique espagnole, à interdire la propagande antifranquiste, à supprimer les foyers de résistance et d'espoir que représentent les organisations d'émigrés. Depuis deux ans, diverses réglementations administratives ont été mises ou remises en vigueur, notamment dans les départements du sud de la France, pour gêner ou paralyser le fonctionnement des partis et syndicats espagnols en exil. C'est ainsi que des circulaires préfectorales interdisent aux journaux de langue espagnole paraissant en France de s'en prendre à Franco, chef d'Etat. C'est ainsi que les congrès réguliers des organisations espagnoles en exil n'ont plus pu se tenir dans les villes les plus méridionales, à forte densité d'émigrés, comme Toulouse.

Mais une nouvelle occasion a été récemment fournie aux services franquistes pour accentuer leur pression. Le séjour et les activités en Espagne de divers chefs de mouvements français « ultras », encouragés au départ, largement tolérés ensuite, finalement camouflés à la suite de démarches pressantes du Quai d'Orsay, ont permis de relancer le jeu du « donnant donnant ».

Tant au point de vue de la solidarité ouvrière la plus stricte qu'à celui de la perspective internationale, l'opération dont viennent d'être victimes nos camarades syndicalistes espagnols est inacceptable et absurde. Et si, comme divers indices le laissent supposer, elle a été menée à la demande et sur les indications des services franquistes — lesquels, remarquons-le en passant jouissent d'une totale liberté en territoire français — elle est une lâcheté.

Travaillant avec nous, vivant parmi nous, ayant participé avec nous à tous les combats pour plus de justice sociale et plus de liberté, les militants espagnols ont comme nous et davantage peut-être que nous payé le droit à la parole, le droit à l'association. Ces droits forment partie de notre patrimoine. Admettre leur perte serait admettre note défaite, notre impuissance et notre abandon.

A chacun ses alliés. Laissons au « Tout-Paris » le soin d'aller banqueter à la réception de l'ambassade franquiste, le soir même où des travailleurs espagnols étaient arrêtés pour « vérifications », et que le Paris populaire des usines et des bureaux conserve son intime alliance avec les exilés volontaires, avec l'Espagne de demain.

Ve RÉPUBLIQUE, AN III

Liberté de la Presse ?

LE DIRECTEUR DE T.S. INCULPÉ

Notre camarade Roger CERAT, en tant que directeur de Tribune Socialiste, vient d'être inculpé par M. Bonnéfous, juge d'Instruction, de « fausses nouvelles, mauvaise foi, trouble public, atteinte à la discipline et au moral de l'armée ».

Cette inculpation fait suite à une plainte, en date du 4 juillet, du Ministère des Armées contre une information de dix lignes « Manifestation de soldats à la gare de l'Est » parue dans Tribune Socialiste n° 48 du 8 avril.

Face à cette inculpation, notre camarade Yves Jouffa, avocat, défendra Roger Cerat.

Nous devons constater une fois de plus que le Gouvernement se préoccupe beaucoup plus de frapper la gauche anti-fasciste que les plastiqueurs de l'O.A.S.

COMMUNIQUÉ

Le P.S.U. proteste une fois de plus contre la saisie dont vient d'être victime Libération.

Elle démontre le mépris persistant du régime pour la liberté de la presse.

16 octobre 1961

Vers un quadrillage

O. A. S. en Normandie ?

DANS le courant de novembre, 1.500 parachutistes s'établiraient à Caen, quartier Claude de Caen. Pour ne pas trop inquiéter la population on l'informerait, au départ, que les paras n'effectueraient dans la capitale normande qu'un stage de trois mois. Peut-être les Caennais ne se contenteront-ils pas de ces « apaisements » quand ils apprendront que ces troupes auront, pour les encadrer, des officiers et sous-officiers des ex-1^{er} et 2^e R.E.P. protagonistes des trop célèbres « ratonnades » de Metz en août dernier.

La Normandie, jusqu'à présent, ne compte dans ses cinq départements que quelques garnisons aux effectifs anémiques, hormis les marins de la base de Cherbourg. L'installation des paras à Caen modifierait sensiblement la situation. Caen est à deux heures et demi de route de Rouen et du Havre et à trois heures de Paris. C'est-à-dire qu'en quelques heures, une partie du département de la Seine et les principales villes normandes peuvent être contrôlées par des troupes prêtes à répondre aux mots d'ordre de l'O.A.S.

Sans doute aussi, les instigateurs de ce projet voient-ils dans cette opération le moyen de neutraliser à Caen des forces anti-fascistes non négligeables. A Mondeville, dans la banlieue industrielle, les ouvriers des hauts-fourneaux sont groupés au sein de puissants syndicats particulièrement redoutés des activistes locaux.

A Caen même, bien que la ville soit administrée par une municipalité de droite, il existe une population universitaire dynamique. L'attitude courageuse de professeurs tels M. Michel de Bouard, doyen de la faculté des Lettres et notre camarade Pierre Vidal-Naquet, aujourd'hui muté à Lille, ont contribué l'année passée à galvaniser les énergies. Le président de l'A.G.E.-Caen, M. Fauconnier, peut compter, en cas de coup de force, sur 1.000 étudiants prêts à descendre aussitôt dans la rue.

On est en droit de se demander si l'O.A.S. ne prépare pas avec la complicité de certains officiers de l'Etat-Major général un quadrillage de la Normandie.

Détentions arbitraires

d'Algériens à Metz

Depuis 29 jours, une vingtaine d'Algériens sont détenus dans les locaux du Commissariat Central de Metz. Aucun d'eux n'a été présenté au juge d'Instruction. Aucun n'a pu avoir de contacts avec un avocat.

Ce sont uniquement, semble-t-il, des « suspects ». Ils font l'objet d'une mesure d'assignation à résidence par le Préfet, mais l'arrêté les assignant était établi pour une durée de 15 jours.

Il ne s'agit pas d'oisifs, mais de travailleurs. Certains ont été arrêtés dans le dortoir même de leur usine, après que leurs chambres aient été fouillées de fond en comble, sans résultat apparent, puisqu'ils n'ont pas été inculpés.

Leurs familles sont autorisées à les voir, mais sont tenues dans l'ignorance absolue du sort qui leur est réservé. On se retranche derrière des ordres attendus de Paris.

A souligner que pour recevoir de la nourriture les « assignés » ou leur famille doivent verser 4 NF par jour !... Certains sont des soutiens de famille de 10 enfants.

Cartel antifasciste

dans le Tarn

Un comité d'action républicaine et antifasciste vient de se constituer dans le Tarn. Il groupe notamment des représentants du parti communiste, du P.S.U., de l'U.D.S.R., de la Ligue des droits de l'homme, de la C.G.T. et, à titre « d'observateurs », de la S.F.I.O., de la C.F.T.C. et de la F.E.N. Dans un appel lancé « à tous les républicains du Tarn » ce comité déclare vouloir : « Mobiliser les masses en les avertissant du danger actuel ; s'opposer à la politique antisociale du gouvernement ; s'opposer à toute acceptation inconditionnelle en cas de nouveau referendum, plébiscite ; permettre à la gauche de reprendre politiquement la place qui fut toujours la sienne dans ce département de Jaurès ; s'opposer par sa cohésion à toute tentative de dictature, au besoin par la grève générale ; imposer la paix en Algérie par la négociation avec le G.P.R.A. »

Motions

du Comité de Vigilance

du Puy-de-Dôme...

A Clermont-Ferrand, les exploitants agricoles ont remis à M. Chopin, préfet du Puy-de-Dôme une motion qui déclare notamment :

« Si le malheur voulait que l'aveuglement et la folie de quelques-uns conduisent à une tentative de putsch militaire, aidée par les éléments extrémistes que la raison a abandonnés, alors les paysans se soulèveraient à leur tour pour défendre le droit du peuple et de la liberté. »

Dans un appel remis quelques heures plus tard à la presse, le Comité de vigilance intersyndical du Puy-de-Dôme (qui comprend la C.G.T., la C.F.T.C., la Confédération générale de l'agriculture, la Fédération de l'éducation nationale, le Syndicat national des instituteurs et l'Association générale des étudiants) « attire une nouvelle fois l'attention de la population sur le caractère fou et dangereux des proclamations de guerre civile de gens qui sont des fascistes, ne sachant se manifester que par le plastic, les menaces de mort et les assassinats. Les travailleurs des villes et des campagnes, les enseignants, les étudiants et tous les démocrates et républicains, ajoutent le communiqué, réaffirment leur décision de s'opposer par tous les moyens aux factieux, y compris la grève générale et le soulèvement de la masse paysanne ».

...des Côtes-du-Nord...

Le Comité départemental de vigilance antifasciste, réuni le 9 octobre 1961 :

1) Décide de consacrer sa prochaine séance à l'étude de l'implantation de comités locaux de vigilance antifascistes. Les organisateurs participant au comité départemental demandent à leurs militants de prendre contact à l'échelon local pour créer le plus rapidement possible de tels comités.

2) Décide de se réunir régulièrement pour étudier les bases sur lesquelles pourraient être élaborés un programme commun susceptible de ranimer la confiance de l'opinion dans la gauche française enfin regroupée.

3) Estime que de telles initiatives, si elles se développent à la base de tous les départements, seraient de na-

ture à inciter les directions nationales à prendre la même voie. Seul en effet un tel rassemblement démocratique sera capable demain de régler les problèmes qui se posent à la nation.

4) Décide d'organiser un meeting à la Maison du Peuple de St-Brieuc le mardi 24 octobre, à 18 h. 30, et demande aux comités locaux de prendre des initiatives semblables.

Participants : Action Travailiste P.C.F., P.S.U., S.F.I.O. Ligue des Droits de l'Homme, C.F.T.C., C.G.T., F.E.N., S.N.I.

...et du Comité

d'Action Laïque

du Maine-et-Loire

Le cartel départemental d'Action Laïque du Maine-et-Loire a adopté une résolution disant notamment : « Le Cartel, conscient du danger de plus en plus menaçant de fascisme et de guerre civile, attire l'attention de tous les laïques, de tous les démocrates : il est grand temps que tous ceux-ci se mobilisent pour barrer la route au fascisme, renouveler la démocratie et imposer un changement de politique. C'est pour eux le seul moyen de redonner sa place et son rayonnement à l'école laïque. »

Motion adoptée par l'ensemble des présents : Fédérations P.S.U., P.C.F., S.F.I.O., F.O.L., Libre Pensée, Conseils de parents d'élèves, F.E.N., C.G.T., N.I., Auberges de la jeunesse, Ligue des Droits de l'Homme.

Laïcité :

Des parents d'élèves

protestent

L'Association des parents d'élèves du lycée mixte du boulevard Soult nous communique :

HUIT cents parents d'élèves du Lycée mixte, boulevard Soult, Paris-XII, réunis le 8 octobre 1961 en assemblée d'information, par leur Association, pour examiner les problèmes de la rentrée scolaire, constatent l'aggravation de la situation de l'enseignement public du second degré, notamment dans le domaine du recrutement des enseignants.

Au moment où va s'ouvrir au Parlement la discussion du budget de l'Education nationale, ils demandent avec la plus grande insistance à tous les parlementaires (députés et sénateurs) de ne pas voter le budget de l'Education nationale, tant qu'il ne sera pas porté au niveau des nécessités, maintes fois reconnues par le Gouvernement lui-même.

Les parents d'élèves du Lycée mixte du boulevard Soult décident d'intervenir auprès de la Fédération nationale des Parents d'Elèves pour qu'elle organise sans plus attendre la protestation générale des Parents, en union avec les Enseignants, leurs syndicats et qu'elle prenne, d'urgence, les contacts nécessaires avec toutes les organisations — sans aucune exclusive — intéressées à la défense de l'Enseignement public.

La loi scolaire

du 31-12-59 ?

Un « nœud de division »

Le Comité National d'Action Laïque (1) nous écrit :

La plupart des Partis politiques et des Groupements syndicaux ou philosophiques ont renouvelé récemment l'expression de leur défiance à l'égard du gouvernement actuel ; ils ont souhaité aussi que se rassemblent tous ceux qui veulent vraiment préparer une restauration de la démocratie.

Nous sommes conscients de la gravité et de la complexité des problèmes que vous devrez résoudre ; et nous savons bien que la tentation peut être grande, dans certains milieux, de faire un choix et de ne considérer d'abord que ceux dont, apparemment, la vie de notre pays dépend dans l'immédiat. Mais le gouvernement compromet l'avenir de notre Jeunesse et du pays en refusant les crédits nécessaires au simple fonctionnement du Service public d'Enseignement ; et il le compromet autant en s'obstinant dans sa politique de ségrégation. Et nous pensons qu'il n'y aura pas de restauration de la démocratie si on n'extirpe pas ce « nœud de division » qu'a introduit la loi scolaire du 31 décembre 1959.

Ce serait donc une grave faute, alors que les partis s'interrogent et cherchent les voies de l'avenir, de considérer que le problème de l'école peut être un moment oublié.

Sans doute ne nous appartient-il pas de nous immiscer dans ce qui est propre

aux partis, qu'il s'agisse de leur programme ou des alliés qu'ils se donnent. Mais nous sommes convaincus qu'aucun d'eux n'oubliera ni le magnifique sursaut par lequel 11 millions de Français ont témoigné en 1959 et 1960 de leur hostilité délibérée à la loi du 31 décembre, ni l'engagement qu'il a pris avec nous le 19 juin 1960 ; le pays, du reste, ne comprendrait pas que fût renouvelée désormais cette erreur que commirent en 1945 beaucoup de démocrates de mettre le problème scolaire au second plan.

Nous serions heureux que vous nous confirmiez qu'en ce qui vous concerne notre conviction est fondée.

Je vous prie, etc...

Georges LAURÉ.
11 octobre 1961.

(1) 3, rue Récamier - PARIS-VII^e.

La réponse du P.S.U.

Nous pensons, comme vous, que l'établissement d'une véritable démocratie en France comporte l'abrogation de la néfaste loi scolaire du 31 décembre 1959, et de toutes les lois antilaïques.

Notre programme est formel sur ce point.

Croyez, mon cher Président et Ami, à mes sentiments les plus cordiaux.

Edouard DEPREUX.
12 octobre 1961.

Entretiens U.S.-G.P.R.A.

Il semble que le gouvernement de M. Kennedy s'inquiète, lui aussi, de la politique algérienne du général de Gaulle. C'est du moins ce que paraît exprimer le passage de M. Menen Williams à Tunis ces jours-ci. Profitant d'une visite rendue à M. Bourguiba, le secrétaire d'Etat adjoint américain pour les Affaires africaines a eu un entretien avec les dirigeants F.L.N. en la personne de MM. Saad Dahlad et Mohammed Yazid, ministre des Affaires étrangères et ministre de l'Information du G.P.R.A. C'est sur l'initiative de l'ambassadeur américain à Tunis, M. Welmsley, que cette rencontre a été organisée. Celui-ci, on s'en souvient, avait déjà rencontré les dirigeants algériens, il y a un certain temps, manifestation qui, à l'époque, fit quelque bruit.

Depuis quelque temps, d'ailleurs, la presse américaine suit avec une particulière attention les affaires françaises. Elle a en particulier donné une large relation de la conférence de presse de Pierre Mendès-France ; les milieux démocrates, surtout, ne manquent pas aujourd'hui de rappeler la grande estime qu'ils ont toujours manifestée à l'endroit de notre camarade ! « D'avance, je leur souhaite bien du plaisir » répondra l'autre. On comprend, en effet, qu'à la veille des négociations avec les Soviétiques, les autorités américaines se montrent particulièrement soucieuses de prolongement interminable du conflit algérien.

Tribune Socialiste

HEBDOMADAIRE DU
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Rédaction :

8, rue Henner
Paris (IX^e)

FIG. 65-21 - TRI. 28-48

● Administration :

54, boulevard Garibaldi
Paris (XV^e)

SUF. 19-20

C.C.P. PARIS 5826-65

3 mois 5 NF

6 mois 10 NF

1 an 19 NF

Soutien 30 NF

— Directeur-Gérant : Roger CERAT —

IMPRIMERIES RENE-BOULANGER
60, r. René-Boulanger, Paris-10^e
IMPRIMERIES DE LA CHAPELLE
86, avenue du Président-Wilson
La Plaine-Saint-Denis (Porte de la Chapelle)

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Contre les dernières mesures policières du gouvernement

25.000 Algériens manifestent à Paris

LES manifestations qui se sont déroulées à Paris mardi dernier rappellent sinistrement les bagarres racistes dont Oran — en particulier — est le théâtre depuis quel-ques temps.

Jusqu'à présent, les travailleurs algériens ne s'étaient jamais montrés en force, dans la Métropole. On sait que la région parisienne compte une population algérienne de près de 100.000 âmes sur les 380.000 qui vivent en France métropolitaine. Ces travailleurs sont évidemment sensibilisés à la politique de guerre des gouvernements français depuis sept années. Il y a peu de familles qui n'aient des siens dans les maquis algériens — ou qui n'aient eu à subir les avaries de la police — en France — ou des « forces de l'ordre » en Algérie.

Sur cette masse vibrante, blessée, repliée sur elle-même, l'action politi-

que du F.L.N. est, naturellement, profonde et efficace, mais disions-nous, la semaine dernière, lorsque nous dénoncions les mesures policières décidées : il ne doit pas y avoir un seul Algérien — musulman ou non — qui ne soit pas « nationaliste », F.L.N. ou non. Aujourd'hui, nous devrions dire : qui ne soit pas « révolutionnaire ». Car la Fédération de France du F.L.N. a prouvé, hier, grâce à l'incroyable bêtise des Pouvoirs Publics, l'audience qu'elle possède sur les éléments algériens de la région parisienne.

Pour protester contre les mesures discriminatoires et racistes prises par le ministère de l'Intérieur, plus de vingt-cinq mille Algériens occupèrent — durant trois heures — le centre de Paris : les Grands Boulevards, les Champs-Élysées, le Quartier Latin, en criant : Algérie algérienne. D'autres manifestations se déroulèrent également en banlieue.

Ce qui s'est passé, nous n'avons pas besoin de le préciser : hurlements, boussulades, matraquages, coups de feu, grenades lacrymogènes, arrestations. Bilan officiel : trois morts (dont deux Algériens), 55 blessés, plus de 10.000 arrestations. On imagine aisément les scènes de violence entre une police déchainée et les manifestants nord-africains.

Le climat avait été — et volontairement, semble-t-il — préparé depuis quelque temps. Des cadavres d'Algériens avaient été repêchés de la Seine, des exactions multiples (voir à ce sujet le communiqué de l'A.G.T.A.), les arrestations se multipliaient, les refolements sur l'Algérie s'ensuivaient, enfin, pour parfaire le tout, le couvre-feu réservé aux Algériens venait ajouter la goutte d'eau à l'exaspération qui couvait dans la population nord-africaine.

Une certaine presse devait s'avilir encore plus en publiant — il y a 8 jours — un article intitulé : « Les policiers ont à faire payer aux Algériens la mort de X des leurs » (Paris-Presse 9/10).

Après cela, il fallait créer le climat oranais de haine raciste dans la population parisienne, jusqu'à présent assez réticente, dans son ensemble.

La police parisienne — il y eut plus de 7.000 policiers mobilisés — n'était-elle pas prévenue de la manifestation de ce mardi soir ? (des enceintes avaient été réquisitionnées : Beaujon - Palais des Sports - Stade de Coubertin - Vincennes). Sa carence est évidente... ou volontaire ?

Les mesures racistes de couvre-feu pour les Algériens ne sont-elles pas — en elles-mêmes — une provocation poussant à des réactions passionnelles ? Quel homme conscient de dignité ne réagirait-il pas contre un tel régime odieux ? Même des gens aussi peu « révolutionnaires » que le sénateur Abdelkrim Sadi (U.N.R.) et le député Djebour (Unité de la République) protestent.

On peut regretter toutefois qu'il n'y ait pas eu d'autres protestations... de masse. Le temps de Sacco-Venzetti est oublié !

Pense-t-on vraiment — place Beauvau — qu'une telle politique fera cesser les attentats F.L.N. ? Croit-on qu'au moment où une timide éclaircie laisse espérer un dialogue franco-F.L.N. ayant une chance d'aboutir à une solution des problèmes franco-algériens, croit-on que la provocation de heurts aussi pénibles facilitera un résultat favorable ?

Allons-donc, tout semble concerté pour que — bien au contraire — la tension soit encore plus grande et plus difficiles les rapports entre les deux partenaires : le G.P.R.A. et la France.

Le déferlement de haine raciste dont Oran est la victime actuellement — où les commandos O.A.S. se livrent à une chasse à l'homme, tandis qu'ailleurs se multiplient les attentats au plastic contre des Musulmans algérois, enfin les événements de France tendent à durcir tous les rapports entre les populations et à pourrir définitivement toutes chances de cohabitation entre les communautés européenne et musulmane.

Que le F.L.N. ait ses propres ultras, cela est sûr. La Fédération de France du F.L.N. est probablement plus extrémiste que les organismes agissant en Afrique du Nord. Cela tient au fait qu'il s'agit d'une communauté nombreuse vivant dans des conditions particulières (souvent meilleures qu'en Algérie même) et qui apporte un soutien financier considérable à la révo-

lution algérienne ; le F.L.N. doit donc veiller à tenir fermement en mains ces éléments éloignés du terrain des combats. Était-il souhaitable de lui fournir des occasions de prouver sa force ?

N'importe qui pouvait prévoir les réactions de mardi soir à Paris. On se demande, dès lors, qui supportera les responsabilités officielles de ces troubles ?

Nous concevons — avons-nous déjà écrit ici — que la police prenne toutes mesures pour assurer la sécurité de tous les citoyens, quels que soient leur origine. Mais à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec le respect et la dignité qui sont dues à tous les individus. Et aussi à condi-

tion que la politique suivie n'aille pas à l'encontre des intérêts de notre pays.

Or, les ratonnades, les camps d'internement, les arrestations massives et arbitraires, les brimades policières, les disparitions subites, les brutalités, les provocations racistes creusent encore un peu plus le fossé qui sépare la France d'aujourd'hui de la République Algérienne de demain. Car il ne s'agit pas seulement de signer un accord entre le G.P.R.A. et le gouvernement français pour que vivent en harmonie deux communautés que sépare un fleuve de sang et de haines.

A moins qu'on désire l'ordre qui règne dans les cimetières...

Bertrand Renaudot

Une liste impressionnante

Nous publions le tract que nous envoie l'AMICALE GENERALE DES TRAVAILLEURS ALGERIENS RESIDANT EN FRANCE.

Nous n'avons pas la possibilité de vérifier ces informations mais il semble facile — pour les Pouvoirs publics — de contrôler ces faits et — s'ils sont faux — de les démentir.

DEPUIS quelques semaines, les travailleurs français de la Région Parisienne ont pu constater, dans la rue, les nombreuses opérations répressives de la police française et assimilée contre les travailleurs algériens.

L'A.G.T.A. publie aujourd'hui quelques exemples, parmi d'autres, de victimes algériennes assassinées dans les rues, dans les cafés et dans les hôtels :

● Trois travailleurs algériens ont été mitraillés par la police française à 22 h. 15 devant le 41, avenue du Général-Leclerc à Boulogne-Billancourt :

— LAMRI Dahmane, 24 ans, a été tué sur le coup (ouvrier à l'Air Liquide).

— BECHARI Saïd, 22 ans (employé chez Salève) et ALLOUCHE Amar — qui vient de terminer un stage de formation professionnelle accélérée — ont été grièvement blessés ; leurs jours sont en grand danger.

● Un jeune Algérien de 13 ans — récemment arrivé d'Algérie — a été tué d'une rafale de mitraillette alors qu'il jouait sur le trottoir de la rue Heinrich à Billancourt, le vendredi 6 octobre.

● Toujours à Boulogne, MEKAOUCHE Moussa, 18 ans, a été tué dans sa chambre par des policiers en civil au cours d'une perquisition ; les assassins ont trouvé dans sa valise un briquet-pistolet comme on en vend dans les bureaux de tabac. Ses deux camarades de chambre ont été sauvagement frappés et aussitôt hospitalisés.

● HABOUCHE Bellache, né en 1930, tué devant son domicile, 7, rue Antoine-Fratucci à Vanves le 22-9-61.

● SMAÏL Ahmed, commerçant, 11, rue Lamoroux à Vanves, tué dans son café parce que les policiers trouvaient qu'il ne montait pas assez vite dans le car.

● KENICHE Sadek, propriétaire de l'hôtel 114, avenue de Villeneuve à Choisy-le-Roi, a été tué dans son café par une charge de plastic placée contre son établissement.

● Mitraillage d'un café algérien, 33, boulevard Gallieni à Issy-les-Moulineaux. 1 mort, 2 blessés : CHEMLOUL Amrane, 27 ans, tué sur le coup ; OUADAH Salem, 26 ans, et BOUKAROU Arezki, 27 ans, grièvement blessés.

L'A.G.T.A. salue les actions des organisations syndicales des travailleurs français, particulièrement de la C.G.T. et aussi de la C.F.T.C.

Elle salue également les populations de Nanterre, Saint-Denis, Aubervilliers, Ivry et autres qui ont participé à de nombreuses manifestations concrètes contre l'installation des tortionnaires harkis dans leurs communes.

Ces exemples montrent qu'il est possible de généraliser et d'intensifier cette action.

Les travailleurs français apprendront dans cette lutte contre le fascisme qui frappe leurs libertés que l'ennemi du peuple algérien est le leur.

(12-10-1961.)

Élections partielles du Raincy : Pour la S.F.I.O. : Une victoire à la Pyrrhus

C'EST bien celle que vient de remporter la S.F.I.O. dans le canton du Raincy. La victoire, pour elle — qui sur le plan national préconise le rassemblement des forces de gauche — c'était dans cette consultation locale d'assurer la défaite du candidat communiste P. Ballanger pour lequel s'était désisté notre candidat Charles Margueritte.

La S.F.I.O. peut s'enorgueillir d'avoir remporté la victoire, mais il faut reconnaître qu'elle y a mis le prix ! Il suffit pour s'en convaincre d'examiner le tableau des scrutins depuis 1958 : la S.F.I.O. est en effet passée de 19 % (législatives de novembre 1958) à 7 % (octobre 1961). Les électeurs socialistes ne marchent plus ; ils en ont assez — c'est clair — de la gymnastique que leurs dirigeants leur imposent : opposition au régime sur le plan national et collaboration avec les représentants dudit régime dans les consultations électorales. (Que ne ferait-on pas pour avoir des élus).

Le candidat de la S.F.I.O., Soullier est conseiller municipal dans une municipalité U.N.R. et à Livry-Gargan où se déroulait le même jour une élection municipale partielle, le candidat S.F.I.O. n'a pas craint de faire liste commune avec l'U.N.R. et les Indépendants au succès desquels il a ainsi contribué.

Victoire à la Pyrrhus aussi parce que la S.F.I.O. en prétendant faire barrage au communisme, a en fait assuré la progression du Parti Communiste dans le canton. De 31 % aux législatives de novembre 1958, le parti communiste est passé à 44 % en octobre 1961. La S.F.I.O. finira-t-elle par comprendre que l'anti-communisme ne peut que décourager bon nombre d'électeurs ? Ils attendent des solutions plus constructives que cette opposition systématique et périmée.

Le candidat communiste a été battu de justesse et le nombre des voix qu'il a rassemblées dimanche dernier au second tour démontre qu'un regroupement des forces de gauche sans les communistes serait actuellement une hérésie. Les électeurs socialistes, républicains, comme les laïcs ont appliqué, dimanche, la discipline républicaine que conseillait le P.S.U. ; ils ont voté pour le candidat de gauche le mieux placé et contre M. Soullier, cependant délégué cantonal.

Le maintien du candidat de la S.F.I.O. au second tour a finalement assuré la victoire de l'U.N.R. Vallenet, maire de Gagny qui prétendait également combattre la S.F.I.O. ; cette dernière a décidément remporté une double victoire à la Pyrrhus.

Il n'est pas moins intéressant de constater que les opposants au régime gaulliste sont de plus en plus nombreux. M. Vallenet s'était proposé dès le premier tour de faire plébisciter le Général de Gaulle ; on ne pourra pas dire que la cote de ce dernier est en hausse puisque de 71 % au référendum de 1958 les partisans du Général de Gaulle ont successivement recueilli 57 % aux législatives de 1958, 66 % au référendum de janvier 1961 et 48 % en octobre 1961 cependant que dans le même temps les opposants au régime passaient de 28 % à 44 % auxquels il conviendrait d'ajouter les 8 % recueillis par la S.F.I.O.

La victoire de M. Vallenet n'a d'ailleurs pu être remportée que grâce aux désistements de M. Colson maire du Raincy, indépendant qui avait obtenu plus de 15 % des voix au premier tour et de M. Norée, président de la Fédération du parti Radical de Seine-et-Oise ; grâce aussi à l'appui que lui ont apporté les dirigeants locaux du M.R.P.

Les abstentions, contrairement à ce qui s'est passé dans les précédents scrutins ont diminué ; au second tour elles n'atteignaient que 44 % (54 % au premier tour) pourcentage malgré tout beaucoup plus élevé que celui relevé dans les précédentes consultations (20 à 30 %). On peut penser que cette augmentation des abstentions est le signe d'une certaine désaffection non pas à l'égard des consultations électorales mais du régime. C'est tellement plausi-

ble qu'à Livry-Gargan où il s'agissait d'élire trois nouveaux conseillers municipaux les abstentions n'atteignaient que 38 %.

Dans cette dernière consultation la liste U.N.R. - S.F.I.O. - R.G.R. l'a emporté avec 5.394 voix contre 4.698 (47 %) à la liste P.C. - P.S.U. La liste P.S.U. avait dès le premier tour obtenu 9 % des suffrages ; au second tour le candidat du P.S.U. a recueilli avec 4.689 voix le maximum de la liste commune.

Notre parti qui affrontait les électeurs pour la première fois dans ce canton est maintenant connu et le succès relatif qu'il a remporté prouve que notre position est approuvée par un bon nombre d'électeurs comme en témoignent par ailleurs les nouvelles adhésions enregistrées et la création de nouvelles sections ; succès auquel ont beaucoup contribué avec notre camarade Charles Margueritte, tous les responsables du Bureau National.

Les organisations suivantes : P.S.U., S.F.I.O., P.C., M.R.P., L.D.H., F.E.N., Mouvement de la Paix, C.G.T., C.F.T.C., F.O. — se sont réunies sur le plan départemental et ont signé en commun un communiqué de presse (à l'exception du M.R.P.) condamnant le terrorisme et l'activité de l'O.A.S., et lançant un appel à la vigilance vis-à-vis des menées fascistes.

Les Municipales de Livry-Gargan

CELLES ont lieu le même jour que les élections cantonales du Raincy (Livry-Gargan est une importante commune du Canton). 1^{er} tour : 8 octobre ; Second tour : 15 octobre.

On comprend mal — ou on comprend trop bien — pourquoi la grande presse a gardé le silence sur les résultats du 1^{er} tour. Il s'agissait, avant d'élire un maire. — Collaveri ayant été assassiné — de remplacer 3 Conseillers Municipaux (1 S.F.I.O., 1 Radical, 1 U.N.R., élus en 1959 sur la même liste !)

Ont obtenu : Communistes, 3.329 voix (41 %) ; Liste d'entente S.F.I.O. — R.G.R. — M.R.P. — Radicaux — U.N.R., 2.016 voix (25 %) ; Indépendants, 1.943 voix (24 %) ; P.S.U., 722 voix (un peu plus de 9 %). C'est un excellent début dont il convient de féliciter nos camarades.

La politique de la direction de la S.F.I.O., sur le plan national comme dans la fédération de Seine-et-Oise, est fondée sur le mot d'ordre tacite : « Pas d'ennemis à droite ». Les électeurs ont réagi devant cette collusion, en accord au P.S.U. qui se présentait pour la première fois, un pourcentage plus de deux fois plus élevé que celui qu'il a obtenu le même jour, à l'occasion de l'élection au Conseil Général.

En vue du second tour, le P.S.U. était favorable à une liste d'union des gauches sans exclusive (1 P.C., 1 P.S.U., 1 S.F.I.O.) qui l'aurait emporté haut la main. Le P.C. avait accepté. Les dirigeants S.F.I.O. ne l'ont pas voulu et ont encore élargi leur alliance avec la droite, en y faisant entrer, en plus de l'U.N.R., des M.R.P. et des R.G.R., les Indépendants eux-mêmes ! Ils n'ont pas hésité à participer à un bloc des droites... celui-là sans exclusive — puisqu'il comprend à la fois des partisans du régime (qu'on prétend combattre) et des ultras !, qui a remporté au second tour une « victoire » par 5.394 voix contre 4.684 à la liste d'union des gauches (P.C. et P.S.U.). La S.F.I.O. qui a perdu son siège de Conseiller Général au profit de l'U.N.R., ne tardera pas à perdre la Mairie de Livry-Gargan. Elle y a déjà perdu sa raison d'être : les travailleurs de la région mesurent la sincérité de la conversion de ses dirigeants à l'opposition !!!

La V^e République ? Une société où le travail du plus grand nombre sert

par M

A peine Debré avait-il proféré à la T.V. ses mensonges intéressés (1) que les faits l'ont démenti. Le pouvoir d'achat des travailleurs devait augmenter, promettait l'amer Michel ; ce sont les prix qui ont monté : viande, légumes, fruits, pâtes, sucre, produits laitiers... Tant et si bien que l'indice officiel a « sauté », franchissant le seuil qui déclenche le relèvement du S.M.I.G. pour décembre. Ce n'est d'ailleurs pas fini : le métro, les autobus, les trains, le tabac, les loyers vont encore augmenter. Une vraie réussite !

Il avait aussi annoncé « une montée régulière du niveau de vie » qui devait « profiter à tous » et « contenter les plus difficiles ». Par malheur pour lui, les documents officiels publiés à l'occasion de la discussion budgétaire, des enquêtes du Ministère du Travail et de la préparation du Plan, démentent ce bel optimisme.

Les chiffres publiés dans cette page, tous extraits de rapports publics, confirment ce que nous n'avons cessé de répéter : l'expansion économique nationale est loin de profiter à tous. Tandis que des groupes nombreux de petites gens — vieux, salariés agricoles, « smigards », ouvriers chargés de famille ou habitant des régions en crise, jeunes sans qualification suffisante — voient leur pouvoir d'achat stagner et parfois même régresser, les classes privilégiées de la nation (industriels, actionnaires, commerçants, cadres supérieurs, professions libérales, spéculateurs divers) s'enrichissent à leurs dépens.

Grâce au régime capitaliste, gaulliste ou pas, « concerté » ou pas, l'exploitation de l'homme par l'homme continue, au profit des groupes privilégiés.

La dénonciation est donc à recommencer, et cela d'autant plus vigoureusement que le pouvoir et le patronat disposent de moyens beaucoup plus considérables qu'autrefois pour endormir et mystifier l'opinion. Redisons donc, avec les chiffres à jour, pourquoi et en quoi cette République capitaliste, cinquième du nom, est une société de profiteurs, où le travail du plus grand nombre sert d'abord à enrichir les classes privilégiées.

Redisons-le, en utilisant les documents de l'Etat lui-même, à commencer par ce graphique sur la disparité des revenus en France, dressé à l'aide des chiffres qu'a publiés le Ministère des Finances — pour la première fois en France — dans un document (2)... mis depuis au pilon !

QUE signifie au juste ce curieux graphique pyramidal ? Il représente la structure des revenus des ménages français, revenus extrêmement disparates on le voit. Dressé à partir de l'enquête de l'Institut de la Statistique sur un échantillon de 20.000 familles, représentatives de la population française, et corrigé à l'aide des indications que possédait déjà le fisc sur les revenus des contribuables, ce graphique classe les familles française dans des tranches correspondant à leur revenu, de 0 à plus de 625.000 francs par mois.

Vous y êtes donc classé aussi bien que moi. Mais pour que vous puissiez trouver votre place dans cette pyramide, il faut préciser que les tranches de revenus retenues dans le graphique sont celles du « revenu fiscal », celui qui figure au bas des feuilles de déclarations de revenu au fisc, après les diverses déductions autorisées. En fait, le revenu réel dépasse de 10 % à un peu plus de 30 p. 100 (selon les catégories de contribuables) le « revenu fiscal » mentionné ici.

La hiérarchie des revenus va de 1 à 3.000

Ceci rappelé, que nous apprend cette pyramide, expression graphique de l'inégalité sociale en France ?

1 - Que la hiérarchie des revenus est énorme dans notre pays, puisque près d'un million de vieux, économiquement faibles, ne disposent que de 6.000 francs par mois, alors qu'à l'autre extrémité de la pyramide, plus de 500 familles ont un revenu de 5 à 6 millions par mois chacune (150.000 disposent de plus de 312.000 francs par mois, 14.000 de plus de 625.000

francs, 3.000 de plus de 3 millions, et quelques dizaines de 10 à 20 millions par mois).

La hiérarchie des revenus en France va donc de 1 à 2.000 ou 3.000 ! Constatation qui ramène à peu de chose les discours néo-capitalistes sur « la société d'aujourd'hui finalement assez équitable » et les sottises de Debré sur « la prospérité nationale qui profite à tous ».

Encore cette disparité de revenus serait-elle beaucoup plus forte si les classes privilégiées ne dissimulaient pas au fisc une partie importante de leurs revenus, soit que la loi les y autorise (revenus d'emprunts d'Etat, intérêts de prêts aux sociétés d'investissement, certains bénéfices dans la vente d'appartements, avantages en nature offerts à leurs dirigeants par les grandes sociétés : chauffeurs, auto, villa, chasse, domestique, yachts, soit qu'elles fraudent purement et simplement (commerçants, professions libérales...). Les revenus réels de ces groupes sociaux favorisés sont manifestement supérieurs à ceux que le fisc a recensés dans la pyramide ci-contre.

2 - Comme nous l'avons rappelé bien des fois (3), la grande masse des ménages français n'a encore qu'un revenu extrêmement bas, puisque 45 % disposent de moins de 62.500 francs par mois et les 23 % de 62.500 à 100.000 francs par mois. Au total, trois ménages sur quatre ont moins de 100.000 francs par mois pour vivre.

Cela n'est pas pour surprendre, puisque les statistiques du Ministère du Travail (que nous citons le 27 mai) établissent que 65 % des ouvriers et des employés gagnent encore moins de 55.000 anciens francs par mois, et que les salaires moyens

pour ces deux catégories, — qui constituent les 7/8^e des salariés du commerce et de l'industrie —, sont d'environ :

	Hommes	Femmes
Ouvriers	58.000	38.000
Employés	68.000	52.000

Les privilèges attestés par les chiffres

Bien d'autres enseignements pourraient être tirés de cette pyramide. Faute de place, contentons-nous de ceux-ci qui rappellent l'existence en 1961 de classes sociales nettement caractérisées par leurs revenus, classes qui se trouvent nécessairement en lutte l'une contre l'autre pour la répartition du revenu national, le désir d'une existence digne pour le plus grand nombre s'opposant à la volonté des groupes privilégiés d'accroître encore le confort et le luxe qu'ils ont réussi à obtenir en exploitant leurs concitoyens.

D'autres chiffres officiels confirment d'ailleurs cette situation privilégiée. Ce sont ceux qui concernent les dépenses de consommation des divers groupes socio-professionnels. De nos jours, on le sait, les différences de niveau de vie se caractérisent moins par la disparité des dépenses alimentaires que par l'inégalité des autres consommations familiales.

Voici donc les chiffres recensés (4) par l'Institut de la Statistique et un autre organisme officiel, le CREDOC (Centre de recherches et de docu-

mentation sur la consommation). Si l'on compte pour 1 les dépenses faites pour chaque genre d'achat par la famille moyenne du salarié agricole

DÉPENSES DES DIV

CATEGORIE DES DEPENSES	(DEPENSES DE	
	Manœuvre	Cadre
HYGIENE	1,4	3,5
SANTE	1,1	1,4
LOGEMENT (sans l'équipement) ..	1,5	3,9
TRANSPORTS	1,9	10,6
VACANCES	3,6	25
CULTURE ET LOISIRS COURANTS ..	1,8	5,9
	1,5	5

Ainsi, est-il établi, par les chiffres officiels eux-mêmes, que l'industriel, le gros commerçant, le cadre supérieur ou le membre de professions libérales ont de quoi dépenser en moyenne 6 fois plus que le salarié agricole (et 4 fois plus que le manœuvre) pour leur hygiène, — 7 à 10 fois plus, pour leur logement (5 à 7 fois par rapport au manœuvre), — 16 à 20 fois plus pour leurs transports, automobile notamment (9 à 11 fois par rapport au manœuvre), — 30 à 60 fois plus pour leurs vacances (9 à 16 fois plus que le manœuvre), — 30 à 60 fois plus pour leurs vacances (9 à 16 fois plus que le manœuvre), 6 à 16 fois plus pour leur culture et leurs loisirs courants (3 à 10 fois plus par rapport au manœuvre).

Au total, les membres de ces groupes privilégiés ont de quoi dépenser pour leurs consommations non alimentaire et non vestimentaire, 7 à 11 fois plus que le salarié agricole et 5 à 7 fois plus que le manœuvre. Or, il s'agit là de moyennes, groupant chacune un grand nombre de cas fort divers.

Si l'on raisonnait non plus sur des moyennes mais sur des situations effectives, l'ouvrier agricole fort mal payé, d'une part, et les grands médecins, avocats ou architectes d'autre part), on constaterait des différences de consommation beaucoup plus grandes : de l'ordre de 1 à 100, 200 ou 300 très certainement. On recouperait ainsi, en comparant les consommations, ce que l'on a trouvé plus haut en comparant les revenus.

Société de classes, société d'exploitation, société d'injustice, telle est dans sa réalité la V^e République, que les discours officiels tentent de faire de vertus démenties par les chiffres publics. Telle était déjà la IV^e République moribonde, dont on comprend facilement qu'elle n'ait pas été défendue par la grande masse populaire, dont elle assurait l'exploitation.

L'évolution en 1960 et 1961

Possède-t-on d'autres chiffres encore plus récents sur l'évolution du niveau de vie en France ? Bien sûr et ils révèlent une nouvelle aggravation de la situation des plus défavorisés par rapport à celle des privilégiés.

En 1960, l'augmentation des revenus a été en effet fort disparate selon les catégories de Français.

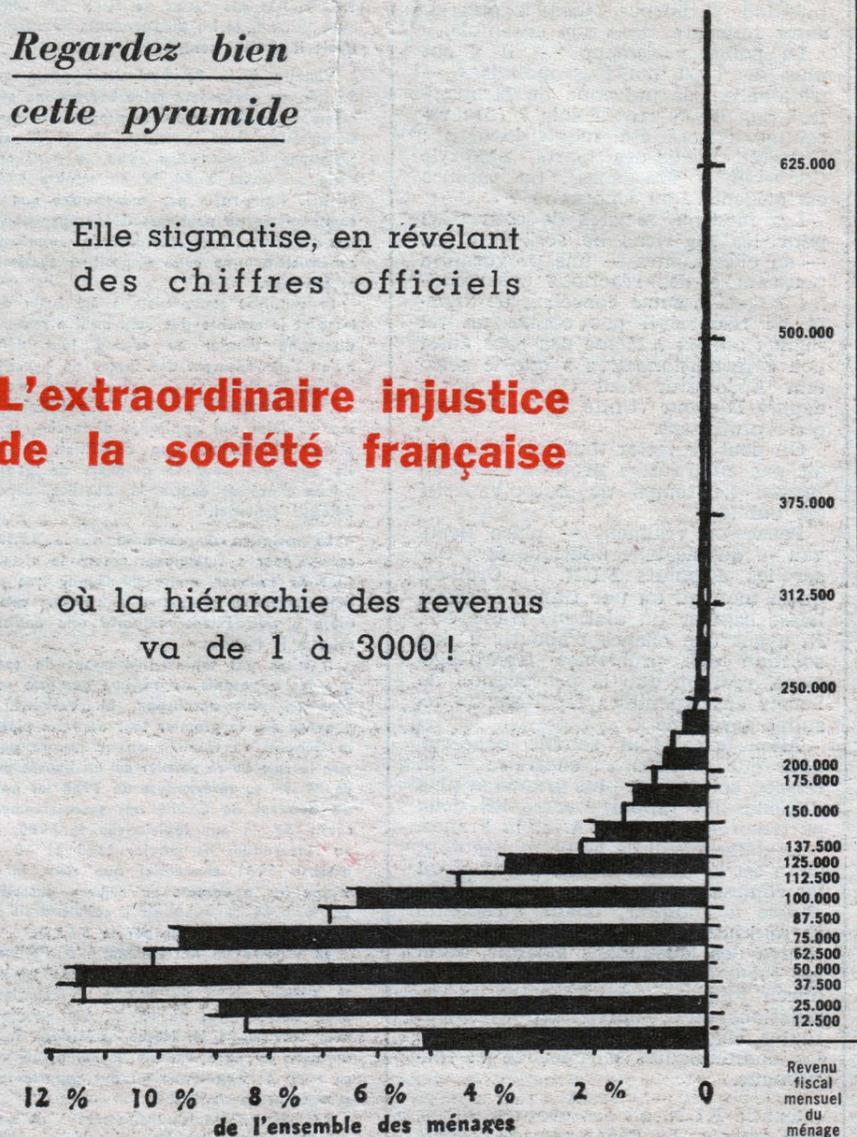
■ Pour les salariés du secteur privé la hausse des rémunérations (qui faut diminuer de 2,3 % environ pour obtenir celle de leur pouvoir d'achat) a été de 8 à 9 % et moyenne pour les ouvriers, un peu plus à Paris, un peu moins en province, d'environ 10 % pour le

Regardez bien cette pyramide

Elle stigmatise, en révélant des chiffres officiels

L'extraordinaire injustice de la société française

où la hiérarchie des revenus va de 1 à 3000 !



Milliers de ménages dont le revenu est compris entre les chiffres indiqués ci-contre

de profiteurs

'abord à enrichir les plus privilégiés

RUNGIS

(groupe social le plus défavorisé), les dépenses faites par les groupes sociaux privilégiés et celui du manoeuvre sont les suivantes :

GROUPES SOCIAUX

INDUSTRIEL ET GROS COMMERÇANT		CADRE SUPERIEUR PROFESSIONS LIBERALES	
5,9	2,9	6,1	3
7,4	16,6	9,9	20,5
32,8	5,4	56	16,6
7,2		10,9	

employés et de plus de 11 % pour les cadres (5). Ainsi s'est poursuivi le mouvement de distorsion des revenus, favorable aux cadres et défavorable aux ouvriers, qui fait bénéficier depuis 10 ans les cadres d'augmentations supérieures de plus du quart à celles des ouvriers.

Par ouvriers, nous entendons d'ailleurs ici, la situation de l'ouvrier moyen. Car celle du malheureux « smigard » (payé au SMIG) est nettement plus dramatique : il n'a eu, lui, que 2,3 % d'augmentation en 1960 et rien cette année. Ainsi, son pouvoir d'achat s'est-il dégradé en deux ans de 1,5 %... alors que celui du cadre moyen s'améliorait d'au moins 15 %.

Depuis janvier, le revenu de l'ouvrier moyen s'est accru, lui, d'environ 6 %, ce qui correspond, — compte tenu de la hausse des prix — à une amélioration de son pouvoir d'achat de 4,5 environ

La situation des familles ouvrières a évolué évidemment de façon nettement plus défavorable, en raison du retard des prestations familiales. Celles-ci n'ont augmenté en effet que de 2,5 % en 1960 et de 3 % cette année, soit, si l'on déduit la hausse des prix, d'à peine plus de 1 % en pouvoir d'achat. Selon que les prestations prennent une part plus ou moins grande dans le revenu familial, la dégradation de la situation — par rapport aux célibataires dont nous n'avons pas encore parlé jusqu'ici — est plus ou moins forte.

Selon le Ministère du Travail, l'amélioration du pouvoir d'achat ouvrier a été la suivante depuis janvier 1960 :

	Paris	Province
Célibataire	14 %	12 %
Père de 2 enfants	10,6 %	9,4 %
Père de 5 enfants	8,4 %	7,5 %

Les familles ont donc été victimes d'une véritable discrimination par rapport aux célibataires, discrimination qui se poursuit elle aussi depuis longtemps et fait que depuis 10 ans, 1951-1961, l'élévation du revenu (en francs) des familles ouvrières est inférieur du tiers à celle des célibataires et celle de leur pou-

voir d'achat des deux-tiers (13 % d'amélioration seulement en 10 ans pour la famille de 5 enfants, contre 40 % pour le célibataire).

Les salariés du secteur public ou semi public ont été, comme d'habitude, défavorisés par rapport à ceux du secteur privé. Le pouvoir d'achat des fonctionnaires de qualification moyenne s'est accru en 21 mois de 5 % seulement. Quant à celui des salariés du secteur semi-public, il s'est accru de 8 % environ pour les célibataires et d'un peu moins pour les chargés de famille. Là aussi, la détérioration ancienne par rapport au privé s'est aggravée.

Les agriculteurs ont été moins bien traités encore. Selon l'Institut de la Statistique, leur pouvoir d'achat s'est accru de 4 % environ durant la dernière campagne, à l'exception des planteurs de betteraves qui ont été avantagés par une bonne récolte.

Quant aux vieux, leurs retraites ont été majorées à un rythme voisin de celui des prix, ce qui maintient tout juste leur lamentable niveau de vie, qu'il vaudrait mieux appeler pour la plupart d'entre eux « niveau de mort lente » par la faim et le froid.

A qui va l'enrichissement national ?

Mais, direz-vous, si cela va si mal pour tant et tant de Français, à qui profite donc l'augmentation de la richesse nationale, qui n'est certes pas médiocre : 10 % environ depuis le

1^{er} janvier 1960, dont près de 15 % de production industrielle ?

Il n'y a pas besoin d'être grand clerc pour le deviner : ce qui ne va pas aux uns va aux autres, soit sous forme de revenus (ceux des professions libérales, des actionnaires, des industriels, des commerçants non alimentaires, n'ont cessé de progresser rapidement ces dernières années), soit sous forme de capital (autofinancement des industries qui enrichit les actionnaires et, par voie de conséquences, fait monter les cours des actions en Bourse).

Où en est-on maintenant par rapport à l'été 1957, qui marqua le point haut du niveau de vie des salariés ?

En 4 ans, la production nationale s'est accrue de 15 % environ, mais :

Le pouvoir d'achat de la famille ouvrière moyenne (2 enfants) s'est accru, selon les chiffres officiels, de 2 à 3 % seulement, et celui de la famille nombreuse (5 enfants) n'a pas varié, le retard pris en 1958 et 1959 étant tout juste comblé.

Le pouvoir d'achat du petit fonctionnaire a tout juste comblé son retard de 1958 et 1959, le fonctionnaire moyen ayant par rapport à lui un tout petit peu d'avance (de l'ordre de 2 %).

Le pouvoir d'achat des salariés du secteur semi-public est encore en retard de 2 à 3 % sur celui d'il y a 4 ans (davantage pour les charges de famille).

Les agriculteurs ont à peine retrouvé (en moyenne) leur niveau de vie de la campagne 1957-1958.



(A.D.P.)
Ça ne « marche » plus comme avant mais on peut toujours y gagner de l'argent sans travailler...

Mais outre qu'une part de la production nationale supplémentaire (de l'ordre de 1 à 2 %) a servi à équilibrer notre commerce extérieur (fortement déficitaire en 1957) et à accroître les investissements de la nation, d'autres catégories ont, elles, profité plus ou moins largement de l'enrichissement national :

Les ouvriers célibataires, dont le pouvoir d'achat s'est amélioré de 7 % environ,

Les employés célibataires, dont le niveau de vie a augmenté de 8 à 9 % à peu près (3 à 4 % pour les familles),

Les cadres, dont le niveau de vie s'est accru de 15 à 20 %,

Les commerçants, dont le pouvoir d'achat semble s'être accru dans des proportions voisines (un peu moins pour les commerces non alimentaires),

Les patrons de l'industrie dont le niveau de vie, difficile à chiffrer en raison des fraudes, s'est sensiblement amélioré,

Les professions libérales dont le train de vie a augmenté parallèlement,

Enfin les actionnaires des sociétés qui ont vu la valeur de leur « portefeuille » augmenter de 62 % (plus de 45 % en pouvoir d'achat).

Point n'est besoin de rappeler les divers chiffres que nous citons le 27 mai dernier ; le rapprochement entre ces deux catégories de citoyens est assez clair : d'un côté la grande masse des petites gens, de l'autre les classes favorisées (et en plus les célibataires ouvriers et employés).

La lutte entre ces deux groupes n'est plus seulement syndicale ; elle est essentiellement politique. Ce qui est en jeu c'est le pouvoir politique qui permet d'orienter de façon décisive la répartition du revenu national. C'est cette bataille pour le pouvoir que nous, socialistes, avons à intensifier, en cet automne, pour l'intérêt du plus grand nombre et avec son appui. La tactique du Front socialiste, c'est aussi cette volonté d'intensifier la lutte sur les plans social et économique.

(1) Voir la réfutation de ses affirmations dans « T. S. » du 9 septembre, n° 66, p. 7.

(2) Rapport de la Commission d'étude fiscale (article 2 de la Loi de Finances de 1961).

(3) Notamment « T. S. » des 15 septembre 1960 et 27 mai 1961.

(4) Revue « Consommation » (Dunod édit.), n° 2 et 3 de 1960.

(5) « Etudes Statistiques » et « Revue Française du Travail » d'avril-juin 1961.

PRIX, SALAIRES, PRESTATIONS FAMILIALES ET PROFITS BOURSIERS DEPUIS 4 ANS

	PRIX A PARIS A FIN SEPTEMBRE (en anciens francs)		HAUSSE
	1957	1961	
Bifteck le kilo	901	1.177	30 %
Plat de côtes »	309	407	35 %
Mouton (côtes) »	1.061	1.350	29 %
Beurre »	750	909	21 %
Pommes de terre »	19,8	24,7	25 %
Poires »	231	203	- 12 %
Margarine »	264	318	21 %
Chocolat »	364	541	49 %
Sucre »	98,7	120	22 %
Vin (10-) le litre	84,8	124	46 %
Huile »	251	279	11 %
Camembert la pièce	118,6	156	31 %
Œufs »	25,6	25,9	1 %
Charbons (houlets) les 100 kgs	1.186	1.520	29 %
Electricité le KW-h. 1ère tranche	25,8	33,1	28 %
Essence le litre	90	98	9 %
INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL (250 articles)			
● Base 100 en 1956-57	104,7	134,9	30 %

Mais pendant ce temps-là...

	1957	1961	HAUSSE
SALAIRE HORAIRE (moyenne pour la France entière et toutes professions)	113,3	154,4	36 %
PRESTATIONS FAMILIALES (Pour la famille moyenne)	101	117,2	16 %

Et les titres cotés en Bourse, eux :

	1957	1961	HAUSSE
INDICE GENERAL DES VALEURS FRANÇAISES à revenu variable	428	624	46 %
● Base 100 en 1949			

Capitalistes prudents, MM. Martin - Père et Fils - savent y faire !

LES deux Martin (père et fils) dont nous avons souvent entretenu nos lecteurs, en citant La Vie Française (hebdomadaire financier qui a inventé ces personnages imaginaires, représentatifs du capitaliste moyen), sont inquiets. Eh oui ! La Bourse ne « marche » plus comme par le passé... on y gagne encore de l'argent sans travailler, bien sûr, mais moins facilement qu'avant.

Tous ces bruits de putsch, d'agitation à Alger et Oran, de regroupement de la gauche... Quel malheur ! Mais, comme il faut garder la tête froide, MM. Martin père et fils continuent de vendre et d'acheter en Bourse des titres (fractions du capital des grandes sociétés). Avec prudence, évidemment. Mais non sans profits.

Et, bien que l'époque soit difficile, La Vie Française a annoncé la semaine dernière qu'à la fin de septembre, M. Martin père avait accru la valeur de son « portefeuille » d'actions de 13 % depuis le début de l'année. Cela sans rien faire évidemment, sauf de téléphoner de temps à autre à son agent de change pour qu'il vende ou achète les titres, conformément aux recommandations de La Vie Française.

... 13 % : une vraie misère, pense M. Martin, dont le portefeuille augmentait du tiers chaque année, depuis l'arrivée de de Gaulle au pouvoir. Mais c'est tout de même plus du double de la progression des salaires depuis le début de l'année. Alors, ce n'est pas si mal !...

D'ailleurs, avant de plaindre ce cher Martin, rappelez-vous ces chiffres : en 1947, son « portefeuille » ne valait qu'un million d'anciens francs ; il en vaut aujourd'hui 18,5 ! Les salaires des travailleurs, eux, n'en sont qu'au coefficient 5 environ (en francs, évidemment, pas en pouvoir d'achat). En peinant au travail et en luttant au sein des syndicats, ils ont réussi trois fois moins bien que le profiteur moyen qu'est M. Martin, à qui le régime capitaliste permet de voler impunément ses concitoyens.

Depuis la Ve République, l'écart entre la situation de M. Martin et celle des salariés s'est d'ailleurs considérablement accru. Voyez plutôt :

● De mai 1958 à maintenant, le

« portefeuille » de M. Martin est passé de 9,6 à 18,5 millions : soit un gain de 93 %.

● De mai 1958 à maintenant, le revenu mensuel de l'ouvrier, père de famille moyenne (2 enfants) a progressé (en francs) de 27 % seulement.

Si l'on déduit la hausse des prix intervenue entre-temps (13,5 %), on constate que le pouvoir d'achat de la famille ouvrière ne s'est accru que de 6,5 % (et encore avait-il baissé de 4 % entre 1957 et 1958), tandis que le gain de M. Martin a atteint 70 %. Plus de 10 fois plus !

Est-il possible d'avoir encore des doutes sur la signification du régime gaulliste ?

Meetings et réunions

Pierre Mendès-France

à Clermont-Ferrand

Pierre Mendès-France donnera une conférence-débat, sur « La Conjoncture économique et sociale », le

Dimanche 22 octobre à 9 h. 30, salle des Fêtes de la Maison du Peuple, place de la Liberté, à Clermont-Ferrand, dans le cadre des Grandes Conférences du Centre d'Information politique, économique et sociale.

A l'occasion de son voyage à Clermont-Ferrand, Pierre Mendès-France animera un débat réservé aux membres et amis du Parti Socialiste Unifié sur « La situation politique », le

Dimanche 22 octobre à 15 h. 30, salle des Fêtes de la Maison du Peuple.

La Fédération du Puy-de-Dôme du P.S.U. invite par ailleurs tous ses adhérents et sympathisants à assister à la conférence publique que notre camarade donnera le matin du même jour au Centre d'Information politique, économique et social.

GARD

Séances d'information politique de la Section d'Alès

La section d'Alès (Gard) du P.S.U. a commencé l'hiver dernier à organiser des séances composées d'une causerie suivie d'un libre débat et destinées à l'information politique de ses membres, ainsi que des sympathisants et de quiconque s'intéresse aux problèmes économiques et politiques dans la perspective du socialisme. Ces séances vont reprendre le quatrième vendredi de chaque mois.

L'année dernière la première séance avait été consacrée à une vue générale de l'histoire du mouvement ouvrier et la suivante à un exposé sur le marxisme, fait par P.-M. Borel, professeur de philosophie, commençant ainsi une série de causeries sur les principales étapes de la pensée socialiste.

Cette année, deux séries de séances auront lieu parallèlement et alternativement. D'une part l'histoire de la pensée socialiste sera poursuivie et d'autre part nos camarades S. Pinto, S. Laborde, professeurs d'espagnol et d'histoire, et Cl. Blanc aborderont à partir de certains événements récents et de leur contexte quelques-uns des problèmes actuels du socialisme.

La section d'Alès maintient cette activité d'information malgré la conjoncture politique qui requiert par ailleurs toute sa vigilance.

Au programme :

- 27 OCTOBRE : Cuba, Amérique Latine, Afrique : sous-développement économique et socialisme.
- 24 NOVEMBRE : La pensée socialiste entre 1870-1920 : la social-démocratie et le léninisme.
- 26 JANVIER : Berlin : test entre les deux mondes.
- 23 FEVRIER : La pensée socialiste entre 1920 et 1940 : Stalinisme et trotskysme.
- 23 MARS : L'organisation de l'agriculture française.
- 27 AVRIL : L'évolution actuelle du monde : Nécessité d'un renouvellement de la pensée socialiste.
- 25 MAI : Structures économiques de la France et fonctionnement des entreprises : Les problèmes économiques français.

A Saint-Brieuc

Un Cercle d'Etudes socialistes

La section de Saint-Brieuc a décidé d'organiser un Cercle d'Etudes Socialistes qui doit tenir une fois par mois environ des réunions publiques (annoncées dans la presse locale). Des invitations sont envoyées aux sympathisants, au sens très large du terme. Le premier débat a eu lieu le vendredi 13 octobre. Il a été amorcé par un exposé de notre camarade Bars sur : « Qu'est-ce que le socialisme ? » Sur les 130 participants, 12 à 15 personnes ont pris la parole. Dans l'ensemble, excellents débuts, avec une imperfection toutefois : participation ouvrière insuffisante.

La section de Guingamp compte suivre cet exemple encourageant.

A Grenoble...

Journées d'étude de la Fédération de l'Isère les 21 et 22 octobre, avec Jean Poperen, sur le thème : « La politique de front socialiste ».

à Chartres...

Réunion publique organisée par la section de Chartres le 26 octobre, avec la participation de Jean Poperen.

et au Mans

Conférence du Centre d'Etudes Socialistes du Mans le 27 octobre, avec Jean Poperen : « Cohésion nationale ou union des travailleurs ».

A Lyon

Journée régionale P.S.U. "Chimie - Textiles"...

SAMEDI 28 OCTOBRE 1961

au Siège de la Fédération P.S.U. du Rhône 3, rue des Trois-Pierres — LYON-VII^e 10 h. précises. — Ouverture : Rapport d'introduction sur la Chimie et le Textile Artificiel régional - Discussion.

— Repas en commun.
— Discussion sur les deux premiers points du questionnaire : partie économique et partie syndicale.

— L'action du P.S.U. dans les entreprises, par Pierre BELLEVILLE, jusqu'à 18 h.

● Pour les inscriptions, écrire à :

André CHAZALETTE
22, rue des Essarts — BRON (Rhône)

...et paysanne

(interdépartementale)

Des camarades du Parti, des sympathisants et des représentants divers des milieux paysans de l'Ain, Ardèche, Drôme, Isère, Loire, Saône-et-Loire, Haute-Loire et Rhône, se réuniront, dès 10 h., le

SAMEDI 4 NOVEMBRE

3, rue des Trois-Pierres, à LYON-VII^e

● L'ordre du jour :

— Le P.S.U. et les problèmes agricoles.

A Saint-Étienne

Succès du P.S.U. avec Claude Bourdet

La réunion publique de vendredi 13 octobre a été pour la section de Saint-Étienne, l'occasion d'un grand succès.

Les journaux locaux — Tribune de St-Etienne et Le Progrès de la Loire — n'ont pas manqué de souligner l'assistance nombreuse — plus de six cents personnes — qui remplissait la salle Sacco-Ventzetti, à la Bourse du Travail de Saint-Étienne.

C'est Marcel Pierre qui présida cette manifestation. Claude Bourdet, durant deux heures d'horloge, tint son public en haleine en traitant de la situation internationale et particulièrement du problème allemand.

Notre camarade fut vivement applaudi par une salle composée de beaucoup de jeunes et de citoyens qui, pour la première fois prenaient contact avec notre parti.

Le président annonça, enfin, la création d'un « Centre d'Etudes Socialistes ». Nul doute que la Fédération de la Loire du P.S.U. et particulièrement la Section de Saint-Étienne, est appelée à un développement fort intéressant.

Le P.S.U. avec les défenseurs de l'École laïque

Une importante manifestation groupant plusieurs milliers de participants s'est déroulée à Saint-Étienne le dimanche 15 octobre. La grève des tramways, totale ce jour-là, a empêché cette manifestation de remporter un succès encore plus impressionnant.

La réunion était présidée par Buard, président de la Fédération des Œuvres Laïques. Deux orateurs se succédèrent à la tribune : Vincent, nouveau président de la Fédération des Conseils de Parents d'Elèves et Giry, du S.N.I. Les insuffisances de crédits pour l'enseignement public, les largesses accordées à l'enseignement confessionnel, l'installation d'aumôneries dans le secondaire, la main-mise du patronat sur l'enseignement technique, furent dénoncées avec force par les orateurs. Giry fut longtemps acclamé lorsqu'il affirma que la « loi Debré », c'était aussi la « loi de Gaulle ».

Au bureau, le P.S.U. était représenté par notre camarade A. Dancer.

Une résolution, votée à l'unanimité, fut portée à la Préfecture par une délégation, et les manifestants se rendirent en cortège de la Bourse du Travail à la place de l'Hôtel de Ville.

"Opération-Parapluie" à Villeurbanne

SAMEDI dernier, vers 17 heures, un homme débouchait sur l'avenue Henri-Barbusse entre les deux blocs immenses des gratte-ciel. La foule, nombreuse à cette heure, remarqua avec surprise qu'il portait un grand parapluie noir, entouré de banderoles qui disaient en lettres rouges :

« Il ne vous protégera pas des retombées radioactives. »

« Villeurbanne sera-t-il un nouveau Hiroshima ? »

« Aurons-nous des enfants anormaux ? »

« La paix est notre affaire à tous. »

« La radioactivité augmente : danger de mort. »

« Socialisme + neutralisme = Paix - P.S.U. »

Quelques secondes après, un autre parapluie débouchait, puis un autre, et encore un autre, et ce furent bientôt dix parapluies qui défilèrent dans toutes les grandes rues de ce quartier central de Villeurbanne. Tout autour d'eux, des équipes distribuèrent des tracts à tous les passants, dans les magasins et dans les voitures : d'un côté une image : deux silhouettes porteuses de parapluies, écrasés par les retombées radioactives, tandis qu'au-dessus du nuage, de Gaulle, Mac Millan, Kennedy, Khrouchtchev... et Mao, avec son plan, montraient avec satisfaction un magnifique champignon atomique à deux étages ! Dans le coin, un petit squelette indiquait l'issue de cette aventure. Au verso, un texte expliquait le danger des radiations et la politique neutraliste du P.S.U. sur les problèmes internationaux.

Pendant 3/4 d'heure, les parapluies défilèrent sous l'œil amusé et souvent approbateur des quelque 5.000 personnes qui assistèrent sans l'avoir voulu à cette manifestation. Pendant ce temps, les agents impassibles mettaient des contraventions aux voitures en stationnement interdit, tandis que nos camarades déposaient un tract sous l'autre essuie-glace : la manifestation avait été préparée secrètement...

Les agents n'avaient pas reçu d'ordre ! et spontanément ils ne sont pas favorables que les autres aux explosions atomiques. Donc, ils ne disaient rien. Jusqu'à ce que le commissaire de police s'aperçoive que l'« ordre » était troublé et vienne demander de fermer les parapluies... alors que tout était déjà fini depuis 5 minutes !

La veille au soir, l'opinion avait été préparée par la distribution de milliers de petits « atomes » ronds qui reprenaient les slogans des parapluies.

Bref, l'opération-parapluie a réussi. Ce succès montre que la recherche de méthodes nouvelles de propagande qui se fait actuellement dans la Fédération est payante et permet de toucher des milliers de personnes là où elles sont conduites par leur activité quotidienne, alors qu'il est devenu très difficile de les amener le soir à une réunion ou à un meeting. N'est-ce pas aussi efficace ?

Pourquoi certaines sections et pas les autres ?

NOUS venons de relancer certaines fédérations dans lesquelles la diffusion de Tribune Socialiste était « minable » et nous avons reçu des réponses (peu) de camarades découragés, pessimistes et pour lesquels notre journal a tous les défauts.

Comment se fait-il alors que les camarades de Villiers-le-Bel aient vendu leur envoi-propagande si rapidement qu'ils sont revenus chercher des exemplaires supplémentaires ?

Pourquoi le camarade Alteza, de Perpignan, a-t-il réussi, à lui tout seul, à faire 27 abonnés en six mois ?

Et pourquoi la section de Roubaix, depuis des mois et des mois, fait-elle une cagnotte avec les remises sur les ventes au numéro ?

Week-End d'études

La Fédération de Paris organise les 28 et 29 octobre un nouveau week-end sur le thème : SYNDICALISME ET SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE.

Les structures actuelles du syndicalisme français : l'entreprise et les structures syndicales ; le syndicalisme français face au néo-capitalisme.

Les camarades intéressés peuvent s'inscrire à la Fédération de Paris, 8, rue Henner (Tél. TRI. 88-97).

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin. ODE 15-04

Semaine du 18 au 24 octobre

UNE AUSSI

LONGUE ABSENCE

L'année commence par le C.E.S.

MARDI 24 octobre, l'année scolaire sera ouverte pour le Centre d'Etudes Socialistes. Le C.E.S. ne se contente pas de reprendre ses cours en élargissant l'éventail de ses conférenciers. Il ajoutera désormais deux branches à son activité.

Divers organismes lui ont demandé d'organiser des COURS SPECIALISES. C'est ainsi notamment qu'il aidera les travailleurs des pays sous-développés à mieux comprendre les problèmes de leurs pays et la manière dont ils peuvent contribuer à leur évolution. D'autre part, il aidera les étudiants des diverses disciplines à constituer des GROUPES D'ETUDES où ils travailleront à approfondir les problèmes qui les intéressent.

Comme l'an dernier, le C.E.S. assurera deux cycles de cours : un COURS GENERAL et un COURS SUPERIEUR.

C'est notre ami HENRI LEFEBVRE qui inaugurera le 7 novembre le COURS SUPERIEUR. Les conférences de ce cours auront lieu au Quartier Latin (rue de Rennes). Elles seront destinées à la fois aux étudiants et aux militants déjà formés du mouvement — ouvrier — politique ou syndical. Tenant compte des suggestions faites par les auditeurs, nous avons établi des rythmes différents pour les séries du mardi et celles du mercredi : les premières — hebdomadaires — seront plus théoriques, plus directement conçues pour les étudiants ; les secondes — bi-mensuelles — seront plus directement liées aux problèmes politiques et s'adresseront à tous ceux qui veulent mieux comprendre l'actualité.

Nous reviendrons plus tard sur le programme de ces cours ; nous expliquerons pourquoi nous avons choisi pour thème général le problème brûlant et difficile de l'Etat. Ajoutons seulement que nous aborderons également au Cours Supérieur les questions de la culture.

C'est le cours général qui commencera le premier — DES LE 24 OCTOBRE — comme les années précédentes, dans les locaux du C.E.S., 7, rue de Chaligny (métro Reuilly-Diderot). Ce cours est prévu avant tout pour les militants soucieux de connaître les mécanismes essentiels de notre société. Nos sondages ont montré que les camarades du Parti et des syndicats souhaitaient d'abord UNE INITIATION ECONOMIQUE.

Nous avons donc demandé à notre camarade RUNGIS de reprendre, au premier trimestre, les conférences qu'il avait faites l'an dernier.

Ces conférences d'initiation économique auront lieu tous les quinze jours, le mardi à 20 h. 30. Nous en donnons le programme à part. Tous nos camarades en comprendront l'intérêt.

Il est indispensable que le plus grand nombre possible de nos camarades suivent ces cours. Nous n'ignorons pas les difficultés ; non seulement les militants sont pris par leurs tâches de tous les jours, mais les fédérations parisiennes du P.S.U. ont entrepris, de leur côté un remarquable effort de formation.

En plus des sessions nationales, elles ont organisé des sessions régionales, des week-ends, des réunions locales et inter-sections, pour permettre aux militants de mieux connaître les principes, le programme, le fonctionnement du parti, pour les aider à acquérir les techniques indispensables à son développement.

Tout cet effort souligne l'importance que le P.S.U. attache à la formation de ses militants et de ses cadres. Or LES MILITANTS DOIVENT SAVOIR QUE LE CENTRE D'ETUDES SOCIALISTES EST UN ELEMENT ESSENTIEL DE CET EFFORT D'ENSEMBLE. Son programme et son action ont été soigneusement étudiés et organisés en collaboration avec les directions de la région parisienne.

Trop souvent, dans le passé, des camarades ont cru que le C.E.S. était une « affaire privée ». Trop souvent les sections ont négligé d'informer les militants sur ses activités : c'est pourquoi, sur 4 à 500 auditeurs inscrits on trouvait à peine un tiers de membres du parti. IL EST INDISPENSABLE, CETTE ANNEE, QUE TOUTES LES SECTIONS se sentent concernées par l'activité du C.E.S., que ses conférences soient systématiquement annoncées et rappelées dans les réunions, que dans chaque section des camarades suivent LES TRAVAUX DU CYCLE GENERAL OU DU CYCLE SUPERIEUR.

Le Parti n'est fort que de la puissance de ses idées et du dévouement de ses militants. Dans les événements graves qui approchent, il ne pourra jouer son rôle que si chacun de ses militants est formé et capable d'initiative.

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre - PROvence 63-40

Semaine du 18 au 24 octobre

Sourires d'une nuit d'été

d'Ingmar BERGMAN

Terre sans pain

de Luis BUNUEL

Guernica

d'Alain RESNAIS

Le malaise agricole :

Parlement ou action paysanne ?

Il est peu vraisemblable que reprenne l'agitation paysanne : les revendications des agriculteurs s'expriment désormais devant le Parlement. A l'action de masse, ont succédé les conciliabules de couloir...

Cependant, le dernier Conseil d'Administration de la F.N.S.E.A. avait été assez « dur ». La droite activiste s'était conjuguée à la gauche pour mener l'attaque contre le gouvernement et sa politique, s'élevant notamment contre l'interprétation tendancieuse du Président de la République en ce qui concerne les débats constitutionnels. C'était la première fois que les paysans osaient s'en prendre ainsi directement à la Constitution et à son auteur, démontrant ainsi le lien logique entre l'incohérence des prises de position gouvernementales et la mise en sommeil des activités et du contrôle parlementaires.

Ce n'est pas cette conjonction des « extrêmes », — coutumière au sein des organes directeurs de la F.N.S.E.A. —, qui devrait étonner, mais plutôt l'attitude des Jeunes agriculteurs qui ont apporté leur soutien aux thèses « modérées » défendues

par Deleau, président des producteurs de blé et porte-parole des gros agriculteurs. Il ne s'agissait pas d'une manœuvre uniquement stratégique comme on l'a cru tout d'abord puisque, dans son rapport aux journées d'études, du Centre National des Jeunes agriculteurs, Michel Debatisse a soutenu les mêmes thèses pour conclure, après s'être défendu d'être à la solde du gouvernement : « A quoi serviraient des manifestations si elles devaient abattre le pouvoir et nous placer devant une anarchie dont nous n'avons rien à attendre ? ».

On ne pouvait plus nettement condamner la reprise des manifestations. Cette position demande tout de même des éclaircissements. Nous admettons aisément que les responsables jeunes du mouvement paysan répugnent à encourager une agitation stérile et démoralisatrice et qu'ils ne témoignent guère leur confiance en des motions présentées en commun par les activistes et les fédérations de gauche de la F.N.S.E.A. dont les objectifs profonds divergent sur tous les points. Mais on aimerait aussi que ces responsables s'inquiètent de savoir si la réalisation de réformes hardies est possible dans le cadre du régime. Pour notre parti, la réponse à cette question est claire : l'avenir de la paysannerie est inséparable de la lutte de tous les travailleurs pour la gestion démocratique de l'économie. L'alliance des travailleurs citadins et ruraux, au sein du Front socialiste, est le seul moyen de réaliser les aspirations communes des couches populaires. Nous partageons pleinement le point de vue de la revue *Paysans*, (N° 14) lorsqu'elle écrit : « Ce serait de l'enfantillage de condamner (les responsables les plus dynamiques du mouvement paysan) parce qu'ils n'emploient pas le mot de « socialisme » ; qu'on les juge à la tâche et que par un travail de coopération et d'éducation, paysans et ouvriers arrivent à un langage commun qui traduise leurs profondes et mêmes aspirations ». C'est pourquoi nous estimons que Debatisse fait fausse route lorsqu'il déclare : « Notre sort est maintenant entre les mains des parlementaires et dépendra de la valeur des amendements qu'ils apporteront aux projets gouvernementaux. » Non, le sort de la classe paysanne repose uniquement entre ses mains.

Sans doute le débat qui s'est engagé au Palais Bourbon revêt beaucoup d'importance pour la satisfaction immédiate de certaines revendications, mais il serait erroné d'attendre de lui plus qu'il ne peut donner.

Le déroulement de ce débat a montré qu'il n'était en rien la preuve qu'une nouvelle prise de conscience des problèmes agricoles se faisait jour. Il a consisté essentiellement en des escarmouches entre le gouvernement et la « Fronde parlementaire », mais les dés étaient pipés d'avance comme l'a prouvé l'épisode où B. Lambert a retiré sa question préalable, sous les rires de l'Assemblée, cependant que le ministre de l'Agriculture assurait qu'il n'était pour rien dans ce geste..., ce dont personne n'a été dupe.

Néanmoins, le projet gouvernemen-

tal a été sérieusement amendé par la commission de la production, mais il a échoué sur deux points très importants :

- L'article 2 bis présenté par la commission et qui tendait à préciser les mécanismes à retenir pour calculer les références servant aux révisions de prix, n'a pas été discuté, le ministre ayant soulevé l'exception d'irrecevabilité. Le Conseil constitutionnel va trancher.
- L'article 5, qui définit les prix de campagne, a été repoussé par 270 voix contre 173, malgré les efforts du gouvernement.

Ainsi, le sort du projet reste en suspens. Nous analyserons dans un prochain article le texte amendé, mais, dès maintenant, il convient de souligner que ce texte ne saurait résoudre la crise du monde agricole.

Certes, ainsi que le notait l'hebdomadaire *Foyer Rural*, « reconnaître un progrès n'est pas faire preuve d'abandon », toutefois, s'en remettre

aux conclusions de joutes parlementaires ou souhaiter la constitution d'une majorité centre-gauche, dans le cadre ou hors du régime, risque de compromettre la politique à long terme qui s'impose.

Que la fraction la plus dynamique du mouvement paysan fasse preuve de réalisme, c'est, répétons-le, un signe de maturité. Néanmoins, l'arbre ne doit pas lui cacher la forêt : l'avenir et le développement de l'Agriculture française nécessitent un certain nombre de choix difficiles ; il serait dangereux d'endormir les masses rurales en leur laissant espérer qu'un recours aux interventions parlementaires d'antan est efficace.

En fin de compte, la vérité seule est « payante » et la vérité, c'est que le gaullisme et le régime capitaliste sont incapables de promouvoir les réformes révolutionnaires que réclame l'évolution du monde agricole et qu'il faut en tirer des conséquences politiques.

J.-C. Barigel

UNION OUVRIERS-PAYSANS en Saône-et-Loire

Les représentants des syndicats agricoles, de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O. et de la F.E.N. ont tenu une réunion commune à Mâcon.

Dans une résolution publiée après la réunion « ils constatent que la situation matérielle des ouvriers et des paysans continue à se détériorer ».

Le texte fait ensuite état des raisons de cette situation et rappelle que « les travailleurs des villes et des champs ont des intérêts communs et que le marché intérieur constitue le principal débouché de l'agriculture ».

Les organisations réclament notamment l'augmentation générale des salaires, l'harmonisation des prix agricoles et industriels et diverses autres mesures favorables aux producteurs et aux consommateurs.

« Devant le mépris affiché par le gouvernement et sa volonté de s'opposer aux légitimes aspirations des travailleurs des villes et des champs », les signataires déclarent que « seules l'union et l'action permettent d'obtenir satisfaction et qu'il convient de revenir à une véritable démocratie pour que les masses laborieuses et leurs organisations puissent se faire entendre. »

Les organisations « estiment nécessaire d'entretenir et de développer des contacts fréquents en vue d'atteindre ces objectifs conformes aux intérêts communs des paysans et des travailleurs et d'envisager toutes formes d'action qui s'avèrent nécessaires, y compris la tenue de rassemblements communs ouvriers et paysans, indépendamment des actions propres que peut organiser la F.D.S.E.A. ».

Ernault-Batignolles :

Des « erreurs » qui profitent toujours aux mêmes

LORS de la précédente réunion des délégués du personnel et de la direction Ernault de Paris, il fut demandé que disparaissent les trop nombreuses « erreurs » dans le calcul des temps d'usinage.

La direction a répliqué que l'erreur est humaine, et que, comme elle est le fait du hasard, les ouvriers doivent dans l'ensemble être satisfaits — certains temps trop courts étant compensés par d'autres trop longs.

Si cela était vrai, ce serait néanmoins injuste, la même quantité de travaux prétendument bien payés n'étant pas répartie uniformément entre les ouvriers. Mais en réalité, il n'y a pas de travaux bien payés, et le hasard a bon dos. S'il est vrai qu'un analyste peut se tromper, il existe des directives générales au bureau des méthodes. Elles peuvent se résumer ainsi : « Faire suer le burnous le plus possible ». Et comme l'augmentation « Au méri-

te » existe aussi au bureau des méthodes, on peut se rendre compte du résultat à la lecture de certaines gammes.

Le plus grand tour de force consistant à mettre un temps irréalisable avec comme explication : « Au dessin ».

Est-ce vrai ?

La direction de l'usine Ernault-Batignolles éprouve beaucoup de difficultés à recruter des manœuvres.

Aussi ne faut-il pas croire les racontars selon lesquels le gardien a ordre d'éconduire les travailleurs noirs et nord-africains.

On ne peut vraiment imaginer cela, et se représenter ensuite notre directeur disant, entre la poire et le fromage : « En France, où nous ne connaissons pas le racisme... »

POUR DÉFENDRE UN ÉCRIVAIN POLONAIS

Une nouvelle nous est parvenue de Varsovie, brutale, imprévue, angoissante...

Certains gouvernements ne savent plus dans quel genre d'établissement il leur sied d'écrouer les hommes dont ils veulent se débarrasser et c'est ainsi qu'un camarade, un écrivain polonais, Georges Kornacki, faute de chefs d'inculpation avoués, vient d'être accusé de folie.

Fin septembre dernier, la police fit irruption à son domicile de Varsovie, procéda à une perquisition — avec le but visible d'emporter ses notes, un journal manuscrit —, l'arrêta et l'amena en prison.

Motifs de cette mesure donnés aux correspondants de journaux étrangers : Kornacki aurait adressé à des membres responsables du parti et du gouvernement des « lettres anonymes », dans lesquelles il aurait demandé d'améliorer la situation matérielle, juridique et sociale des écrivains, faute de quoi (aurait-il menacé) il rendrait publics les entretiens qu'il avait jadis eus avec différentes personnalités polonaises haut placées.

Ces motifs, aussi incohérents que contradictoires, ont été, bien entendus, inventés en hâte par la police.

— Pourquoi Kornacki aurait-il envoyé des « lettres anonymes » pour réclamer que la situation des écrivains fût améliorée puisque, depuis 1945, il n'a cessé de le revendiquer publiquement, en paroles et dans ses écrits ?

— Pourquoi aurait-il « menacé », en ce moment précis, différentes personnalités politiques de publier son journal intime, alors que depuis des années on savait en Pologne qu'il tenait un tel journal, dont il avait même déjà publié un fragment ?

— Comment pouvait-il proférer des « menaces » d'en rendre actuellement publics d'autres (compromettants pour des personnalités dirigeantes) alors qu'il est impossible de publier en Pologne un écrit sans avoir obtenu une autorisation préalable en haut lieu ?

— Comment, enfin, pouvait-il indiquer dans des « lettres anonymes » qu'il se servirait d'un journal dont il était, au su de tout le monde, l'auteur.

Pour créer la confusion, pour rendre difficiles toutes interventions et démarches en faveur de Georges Kornacki, on l'interna dans un hôpital psychiatrique. Le régime de Gomulka n'ose pas revenir aux arrestations massives de l'époque stalinienne. Mais il n'arrive pas à rompre définitivement avec l'arbitraire et le machiavélisme policiers.

Georges Kornacki nous est proche autant par son activité politique et sociale que par celle de l'écrivain. Avant guerre, il a milité activement à la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, présidée alors par le prestigieux romancier André Strug. Son œuvre tout entière est consacrée à ceux qui peinent et qui souffrent, à leurs luttes révolutionnaires du passé ou à leurs aspirations d'avenir.

L'activité littéraire de Kornacki — commencée il y a une trentaine d'années et étroitement associée à celle de sa compagne, l'illustre écrivain Héléne Boguszewska — a apporté aux lettres polonaises un souffle nouveau. Les romans qu'ils ont publiés ensemble — depuis le petit chef-d'œuvre « Charettes remplies de briques » jusqu'à « La Vistule » et le cycle intitulé « Polonaise » — retracent l'existence étroite des petites gens des faubourgs, la vie dure des travailleurs, leurs misères et soucis quotidiens et leurs aspirations. Kornacki et Bo-

guszewska ont réussi, comme nul autre, à pénétrer dans l'intimité de ces existences, à les observer de près et à les décrire avec compréhension et finesse. Ainsi leurs romans sont-ils en même temps de véritables études de ce milieu.

Ces préoccupations sociales, l'intérêt témoigné aux travailleurs, aux petits artisans, aux bateliers amenèrent les deux écrivains à créer, en 1933, l'équipe Faubourg qu'ils ont animée pendant quelques années. L'équipe, qui représentait un des plus vivants courants littéraires de Pologne, publia deux grands volumes collectifs : « Le Faubourg » et « Le Premier Mai ». La guerre mit fin à son activité. Certes, à la faveur de l'ambiance de renouveau due aux événements d'octobre 1956, Georges Kornacki a essayé de reconstituer Faubourg avec un groupe d'écrivains indépendants et « engagés politiquement », en vue d'étudier, en collaboration avec des sociologues, des psychologues, des juristes et des médecins, différents aspects de la vie et de les présenter sous une forme artistique. La tentative, amorcée en 1957, fut de courte durée.

Dans l'action résistante, à laquelle il avait pris part sous l'occupation allemande, puis pendant les premières années d'après-guerre, Kornacki avait mis beaucoup d'espoirs dans les « transformations révolutionnaires » de la Pologne. C'est avec confiance qu'il adhéra au Parti socialiste polonais de Osobka-Morawski, où il devint aussitôt membre du conseil supérieur. Toutefois, après la fusion du P.S. avec le parti communiste, effectuée en décembre 1948, il n'a pas donné son adhésion au nouveau Parti ouvrier polonais unifié.

Réduit au silence pendant la période stalinienne — de même que nombre d'autres écrivains polonais — Georges Kornacki a publié, à partir de 1955, plusieurs ouvrages, dont « Quilles et boules » et « Semaines » ont pour trame les luttes ouvrières du passé, ainsi qu'un charmant volume, « Un été tout vert », écrit avec Héléne Boguszewska.

Comme la plupart des écrivains, G. Kornacki tient depuis des années un journal. Un fragment de celui-ci, publié en 1957, comportait une sévère critique de la bureaucratie érigée en système en Pologne. L'écrire, même en 1957, était un acte de courage. Courageux, il l'a toujours été, ayant un parler franc et direct. N'a-t-il pas refusé la haute distinction de commandeur de Polonia Restituta, qui lui avait été décernée en juillet 1956 ?

Est-il concevable qu'un homme sain de corps et d'esprit — que ses amis ont vu tel encore vers le 15 septembre dernier — soit interné par la police dans une maison d'aliénés ?

Qui est le véritable fou dans cette affaire ? Qui est responsable de cette décision illégale et contraire à la législation polonaise en matière d'internement de malades psychiques qui détermine les conditions dans lesquelles on peut obliger un malade mental à subir un traitement.

Notre ami se trouve en ce moment dans un baignoire nouveau-style, où règnent des exactions, où la camisole de force, un « traitement » approprié et le contact prolongé des malades mentaux risquent d'altérer la santé — même d'un homme aussi vigoureux et sain que lui.

Il faut arracher G. Kornacki à ce baignoire, avant qu'il ne soit trop tard !

Lucienne Rey

LE XXII^{ème} CONGRÈS DU P. C. SOVIÉTIQUE



M. « K »
Six heures et vingt minutes
de tribune

Le XXII^{ème} Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. s'est ouvert, mardi dernier, à Moscou. Environ quatre mille cinq cents délégués représentant les neuf millions de membres du parti siègeront pendant deux ou trois semaines dans la très grande salle du nouveau théâtre dont la construction vient à peine d'être achevée, dans l'enceinte même du Kremlin, à côté du Palais réservé au Soviet Suprême et des bâtiments du Conseil des Ministres.

Par ses dimensions et son style moderne la « Maison du Congrès » — c'est ainsi qu'on la désigne à Moscou — jure naturellement avec les vieux monuments : palais et cathédrales. Mais les admirateurs des bâtiments historiques n'ont pas à se lamenter à ce sujet. Le Kremlin du XVI^{ème} siècle n'existe plus depuis longtemps. Les tsars et les empereurs l'ont successivement mis au goût du jour, jusqu'au XIX^{ème} siècle inclus. Staline a lui aussi apporté des changements. Pourquoi donc N. Khrouchtchev ne pourrait-il pas ajouter sa pierre à cet ensemble déjà très hétéroclite ? D'autant plus que, si les informations à ce sujet sont exactes, l'architecte a eu le soin de « descendre » le nouveau bâtiment (en abaissant le sol) de sorte que la construction ultra-moderne du nouveau théâtre ne dépasse pas les vieux murs du Kremlin. Ce qui conserve à ce dernier, vu de l'extérieur, son caractère.

C'est donc dans ce cadre nouveau que Nikita Khrouchtchev a commencé la lecture de son rapport de Secrétaire Général du Parti. Il en aura eu, probablement, pour cinq à six heures. Pour des raisons typographiques, je ne pouvais attendre la transmission de son discours. Je l'examinerai donc la semaine prochaine ainsi que les problèmes de politique extérieure soulevés dans le programme.

Le nouveau programme

A l'ordre du jour du Congrès sont inscrits l'examen du nouveau programme du Parti et les propositions concernant les modifications des statuts. C'est le second de N. Khrouchtchev, F. Kozlov, qui est le rapporteur du deuxième point. Nous aurons le temps d'en parler.

Quant au programme, il a été élaboré par une Commission spéciale. Il a été discuté à une Conférence des spécialistes en matière de doctrine, avec la participation de N. Khrouchtchev lui-même. Il a été ensuite adopté par le Comité Central réuni en juin. Il a été enfin publié à Moscou le 30 juillet dernier. Il est très long. Il occupe neuf pages de la Pravda et des Izvestia. La traduction française de cet important document a paru dans l'Humanité qui lui a consacré huit pages et demie dans ses numéros des 31 juillet et 1^{er} août. C'est à cette traduction que je me rapporterai dans le présent article.

Comme il arrive toujours à cette sorte de documents dont l'élaboration demande des mois et des mois, le programme est un peu en retard sur les événements. Il traite de la « coexistence pacifique » sans faire la moindre allusion au problème de Berlin. Il parle aussi des expériences nucléaires. Mais comme il a été publié avant la décision soviétique de reprendre les expériences, il n'a pu en fournir une explication valable. Il ignore naturellement aussi, et pour la même raison, la Conférence de Belgrade des vingt-cinq Etats « non-alignés ». Dans ces conditions, l'examen de cette

partie du programme ne serait utile, me semble-t-il, que lorsque les débats, notamment les interventions de N. Khrouchtchev et de son Ministre des Affaires étrangères, auront apporté des précisions et des renseignements complémentaires.

Le nouveau programme comprend un préambule et deux grandes parties, divisées chacune en chapitres et les chapitres en paragraphes. La première partie est intitulée : « La transition du capitalisme au communisme est le chemin du développement de l'humanité ». La deuxième partie porte le titre suivant : « Les tâches du Parti Communiste de l'Union Soviétique dans l'édification de la société communiste ».

Comme on le voit, la première partie se veut « doctrinale ». Elle l'est, dans la mesure où les rédacteurs du document se réfèrent à Marx. Mais leur résumé du marxisme est simpliste et superficiel. Et lorsqu'ils essayent d'appliquer la méthode marxiste à la description et à l'analyse du monde actuel, ils manifestent cette partialité anti-scientifique et ce verbalisme que nous trouvons dans tous les discours et écrits communistes. Il serait cependant intéressant de discuter, un jour, cette partie du document qui ne témoigne pas d'une compréhension exacte de l'évolution du monde au cours du dernier demi-siècle, mais qui est très caractéristique pour la mentalité des dirigeants soviétiques.

La deuxième partie du programme a la prétention d'indiquer les grandes lignes du développement futur du pays des Soviets. En réalité, il s'agit d'une sorte de « plan » indicatif pour les prochains dix, vingt et même quarante années. Il contient surtout des promesses.

Nous en examinerons quelques-unes aujourd'hui. Mais auparavant, deux remarques d'ordre général s'imposent.

La thèse du « passage » du Socialisme au Communisme

La question du « passage » du socialisme au communisme n'est pas nouvelle. Elle a été soulevée depuis assez longtemps dans la littérature communiste. Mais jusqu'à présent ce n'était qu'un slogan de propagande. Le nouveau programme l'élève à la dignité d'une doctrine : après la société socialiste viendra la société communiste.

Quelles sont les caractéristiques de la société communiste ? Le préambule l'indique, notamment en citant deux phrases de Karl Marx (sans d'ailleurs indiquer le nom de l'auteur). Dans la société communiste « toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance », ce qui permettra de fonder le travail et la distribution sur le principe « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins ».

Mais pour Marx, il ne s'agit pas d'une nouvelle société, société communiste succédant à un système inférieur, la société socialiste. Pour lui, c'est dans une phase supérieure de la société communiste (ou socialiste) que peut se réaliser ce système.

Personnellement je vois dans ce « révisionnisme » soviétique une conception différente de celle de Marx. Pour ce dernier il y a évolution d'un système collectiviste né de la révolution socialiste. Pour les communistes il s'agit de deux systèmes différents. Nous en parlerons à l'occasion. Car ce n'est nullement une querelle de mots (1). Il serait peut-être aussi très intéressant d'examiner par la même occasion les raisons politiques qui ont incité le P. C. soviétique à exposer cette « doctrine ».

Le Socialisme est « réalisé » en U.R.S.S.

Cette conception non-marxiste du « passage » permet aux auteurs du programme de raisonner de la façon suivante :

Le socialisme étant réalisé en U.R.S.S. la voie est libre pour la construction de la société communiste.

Acceptons pour le moment ce raisonnement. Il implique aussitôt la question suivante : le socialisme est-il réalisé en U.R.S.S. ?

Si le socialisme consiste uniquement dans l'expropriation des moyens de production et d'échange au profit de l'Etat et dans une industrialisation à un rythme accéléré, alors, oui, les Soviets ont réalisé le socialisme.

Mais si le socialisme exige, en plus de la modification du régime juridique de la propriété, un changement radical de la situation des travailleurs dans le

processus de la production, alors le socialisme n'est pas réalisé — ou du moins n'est pas encore réalisé en U.R.S.S. Car, les travailleurs ne participent, à aucun degré, à la gestion des entreprises, ni à l'élaboration du « plan » ni à l'administration générale de l'économie. Le nouveau programme le confirme d'ailleurs dans sa deuxième partie puisqu'il promet d'associer, un jour, les travailleurs à cette gestion. On le verra plus loin.

Enfin, le socialisme est-il réalisé lorsque, à l'absence de la démocratie économique, ci-dessus définie, s'ajoute l'absence de la démocratie politique, sans laquelle la démocratie économique est un leurre ?

Or, toutes les libertés, même les plus élémentaires, sont réservées exclusivement au Parti Communiste au pouvoir, notamment la liberté de la parole, celle de la presse, celle des associations. Je dis bien « au Parti » et non à chacun des neuf millions de membres du Parti. Car, individuellement, eux aussi ne peuvent jouir de ces droits qu'avec l'autorisation des instances du Parti. (Et je ne mentionnerai que pour mémoire les « violations de la légalité socialiste » par Staline : emprisonnements, déportations et exécutions sans jugement) que Nikita Khrouchtchev lui-même a dénoncé avec tant d'émotion dans son rapport sur le « culte de la personnalité », présenté au XX^{ème} Congrès du Parti Communiste Soviétique, en février-mars 1956.

Tout socialiste, tout communiste sincère doit répondre à ces questions capitales, avant de se prononcer sur le caractère du régime soviétique, sur ses succès industriels, sur son évolution probable.

Quant à la réponse stéréotypée des communistes sur ces trois questions, elle ne peut pas nous satisfaire. L'aphorisme : « Le Parti Communiste gouverne ; mais il incarne la volonté du prolétariat, donc le prolétariat est au pouvoir » ne peut convaincre que des gens bien naïfs...

La dictature du prolétariat

Le programme ne fait qu'une discrète allusion à la « dictature du prolétariat » en U.R.S.S. Les rédacteurs du document continuent naturellement de confondre la conception de Marx de la dictature du prolétariat comme hégémonie politique et sociale des travailleurs en tant que classe, avec le régime politique dictatorial d'un parti minoritaire. Mais ils essayent à présent de mettre leur réalité en concordance avec la conception marxiste sur le caractère temporaire de la « dictature du prolétariat ». Ils annoncent la disparition de cette dictature, la classe ouvrière se confondant dorénavant avec toutes les autres couches populaires. Ils n'envisagent pas pour autant un changement radical du régime politique. Ils insistent, au contraire, sur le rôle primordial et exclusif du Parti Communiste, sur la nécessité de maintenir une très stricte discipline, sur le monolithisme du Parti fondé sur les principes du « centralisme démocratique » de Lénine. En bref, annonçant la prochaine fin de la « dictature du prolétariat », ils n'envisagent pas d'apporter le moindre changement au régime du parti unique qui assure la dictature du Parti dans le pays et, en conséquence, la dictature du Bureau et même du premier secrétaire, au sein du Parti.

Qu'aurait pensé Karl Marx en apprenant que la « dictature du prolétariat » subsiste en U.R.S.S. quarante-quatre ans après la Révolution et qu'elle continuera à exister, du moins dans la mesure où le Parti Communiste soviétique reste maître de la situation ?

Les perspectives agricoles

L'opinion publique à l'étranger — l'opinion publique tout entière — n'a retenu du nouveau programme soviétique que les

promesses de rendre gratuit le pain, les transports, les soins médicaux, le logement, etc...

La réalisation de ces promesses dépend du développement économique de l'U.R.S.S. et en particulier de l'essor que les dirigeants donneront au développement de la production des biens de consommation et à la création d'une agriculture prospère et rentable. En ce qui concerne cette dernière, il est inutile d'étudier les « perspectives » annoncées dans la deuxième partie du programme. Ce chapitre a été écrit avant les révélations de N. Khrouchtchev, en janvier de cette année, sur les statistiques truquées, sur le rendement catastrophiquement bas dans les kolkhozes, sur la résistance passive des kolkhoziens aux exigences de l'Etat.

La partie agricole du programme est très optimiste en ce qui concerne notamment le développement des kolkhozes. Or, après les décisions du Comité Central de janvier, de réduire les parcelles individuelles et de remplacer les marchés kolkhoziens par des Coopératives d'Achat (coopératives d'Etat), la crise agricole a pris une telle acuité que le gouvernement a dû renoncer à l'exécution de ces mesures. Et pour cause ! La menace qui planait sur les marchés kolkhoziens libres a provoqué aussitôt la renaissance du marché noir. Quant aux parcelles individuelles, leur réduction ou leur suppression aurait eu pour conséquence une forte disette en viande, en lait et en beurre. C'est que 50 % des vaches sont dans le secteur privé !

Dans ces conditions, les rédacteurs du programme devraient revoir le chapitre concernant l'agriculture « dans la société communiste en construction » pour l'adapter à la situation actuelle de l'agriculture.

La gratuité

Cette réserve faite, le principe même de la gratuité ne doit pas être discuté. Ce n'est d'ailleurs pas quelque chose d'inédit ou de spécifiquement socialiste ou communiste.

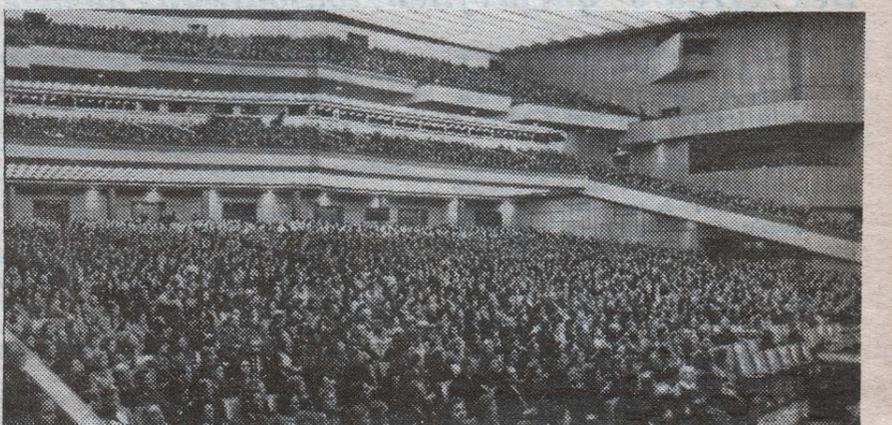
L'éclairage des rues est gratuit depuis longtemps non seulement en U.R.S.S., mais dans tous les pays capitalistes également. La gratuité des soins médicaux et des médicaments existe en partie (environ 70 %) en France. Elle est plus importante en Angleterre. La distribution gratuite de lait, pour les enfants d'école, a été faite par Mendès France. Il y a douze ans, Jules Moch avait calculé qu'il était moins cher pour l'Etat de rendre gratuit le métro que de payer le personnel chargé de la délivrance des tickets et du contrôle. La gratuité de l'enseignement et des fournitures d'école est connue dans plusieurs Etats capitalistes.

Avec l'abondance réelle, la gratuité doit s'étendre. Surtout dans les pays où la propriété privée des moyens de production est supprimée. Mais, en fait, la « gratuité » de la distribution signifie simplement le transfert des frais sur les contribuables (en régime capitaliste) et sur l'acheteur-consommateur des produits non gratuits, en régime collectiviste qui aurait supprimé les impôts directs. Il s'agit plutôt d'une nouvelle répartition des charges que d'une véritable gratuité.

C'est donc très réalisable en U.R.S.S., du moins en ce qui concerne certains services. Je fais des réserves sur la gratuité des logements. Un logement par foyer et neuf mètres carrés par individu, c'est l'objectif de 1965 du plan de sept ans. Pour le moment, ce n'est qu'un rêve très lointain encore pour des centaines de milliers de familles dans les villes et centres urbains... Aussi les citoyens soviétiques préféreraient-ils certainement payer le loyer (qui est très bas) et avoir un logement convenable, que d'entendre parler de la gratuité des logements qui sont encore en projets.

Le développement industriel

Il est impossible, dans le cadre restreint d'un hebdomadaire, d'examiner toutes les promesses inscrites au programme. D'autant plus qu'il s'agit d'un véritable cat-



4.500 délégués et trois semaines de congrès...

(A.D.P.)

DOIT ADOPTER UN NOUVEAU PROGRAMME

logue dans lequel toutes les questions sont mélangées.

Arrêtons-nous un peu sur les plus importantes.

En ce qui concerne le développement prévu de la production industrielle, il serait tout à fait réalisable, et même dans les délais fixés, si la situation actuelle correspondait aux statistiques officielles. Nous savons par N. Khrouchtchev lui-même que ce n'est pas le cas. De sorte que les dirigeants soviétiques eux-mêmes ne peuvent pas connaître avec exactitude la situation réelle. C'est là une des conséquences de l'organisation autoritaire, centraliste et bureaucratique de l'économie.

Dans ces conditions, les magnifiques réalisations annoncées pour les années 1970, 1980 et même pour l'an 2000 ne présentent aucune certitude : le point de départ des calculs est incertain, pour ne pas dire erroné.

Les rédacteurs du programme se gargarisent de formules telles que : « Nous lépasserons les Etats-Unis »...

Quant aux citoyens soviétiques ce ne sont pas les « records » qui les intéressent, mais la possibilité de trouver dans les magasins d'Etat tout ce dont ils ont besoin.

C'est d'ailleurs un très mauvais moyen de propagande. Si les consommateurs soviétiques croient la radio et la presse officielles, ils doivent être persuadés que la misère est grande dans les pays capitalistes. Que doivent-ils penser alors de leur propre situation, si le fait de « rattraper » et de « dépasser » les Etats-Unis et les autres pays bourgeois leur est présenté comme un énorme progrès qu'ils ne pourront atteindre que dans quelques années ou décades ?

L'amélioration de la qualité de la production

Cette question de la qualité de la production a heureusement retenu l'attention des auteurs du nouveau programme. Ils en promettent « l'amélioration systématique ». Celle-ci est d'ailleurs « une condition indispensable pour le développement de l'économie ». Car « la qualité des produits sortis par les entreprises soviétiques doit être de beaucoup supérieure à celle des entreprises capitalistes avancées ».

A vrai dire — et je peux le confirmer par mes contacts et expériences personnels en U.R.S.S. — les consommateurs soviétiques n'en demandent pas tant. Leur satisfaction serait déjà très grande s'ils pouvaient trouver dans les magasins d'Etat des marchandises de qualité se rapprochant au moins de celles des « entreprises capitalistes » même pas très « avancées ».

Mais cette promesse est, sous la plume des rédacteurs du programme, une véritable autocritique. Ils reconnaissent ainsi que le gouvernement ne s'est pas préoccupé jusqu'à présent de cette question vitale. D'ailleurs leurs promesses d'améliorer la qualité restent très vagues. C'est qu'ils n'osent pas préconiser la seule solution radicale : la participation effective des consommateurs (et des usagers industriels) à côté des travailleurs à la gestion des entreprises.

La question de la qualité joue aussi très grand rôle dans l'estimation quantitative de la production d'aujourd'hui et de celle de demain. Les objets fabriqués jetés au rebut à cause de leur qualité défectueuse, ainsi que les objets dont l'usage est beaucoup plus rapide en raison de leur mauvaise qualité doivent être pris en considération si l'on veut établir une statistique exacte. Personne ne peut le faire étant donné que la qualité défectueuse des produits soviétiques est presque générale (exception : tout ce qui concerne le matériel spatial et le matériel de guerre dont la qualité est remarquable ; mais pour l'obtenir combien d'objets fabriqués a-t-on été obligé d'éliminer ?). D'après certaines données partielles, il faudrait apporter un coefficient de correction, pour les marchandises, de 20 à 40 %. Cela aussi est dû à l'organisation autoritaire et bureaucratique de l'économie, de la gestion des entreprises et de la distribution.

Dans ces conditions, il est peu probable que les objectifs désignés par le programme soient atteints autrement que sur le papier.

La promesse de faire participer les travailleurs à la gestion des entreprises

La participation des travailleurs à la gestion des entreprises, à la planification et à l'administration de l'économie est, nous l'avons vu, une caractéristique essentielle de la société socialiste. Elle n'est pas réalisée dans la société soviétique.

Mais les dirigeants la promettent. Ils s'expriment ainsi :

« Dans les centres et dans les provinces, les syndicats doivent prendre une part toujours plus directe et plus active à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans économiques, au règlement des problèmes du travail des ouvriers et des employés, à la formation des organismes de gestion économique et d'administration des entreprises. Il convient d'élever le rôle des collectifs d'ouvriers et d'employés dans le règlement des questions concernant l'activité des entreprises. »

Tout cela est imprécis. C'est d'ailleurs renvoyé à l'époque du « large développement » du communisme. Pour le proche avenir : « Au cours de la construction du communisme, la gestion économique se basera sur l'encouragement matériel et moral (des travailleurs) pour obtenir de hauts indices de production. »

Ces quelques mots consacrés à la participation future des travailleurs à la gestion se trouvent au paragraphe 3 du chapitre I de la deuxième partie du programme. Ce paragraphe occupe toute une colonne de l'Humanité du 1er août. Mais à la question primordiale pour les travailleurs on a juste consacré huit lignes !

C'est vrai que les rédacteurs sont revenus sur la question dans un autre chapitre qui est intitulé ainsi : « Le développement de l'industrie, son rôle dans la création des forces productives du communisme ». Dans ce chapitre qui occupe plus de la moitié d'une page de l'Humanité du 1er août, le problème qui nous intéresse est traité... en douze mots ! Les voici : « Large participation des collectivités de travailleurs à la gestion de l'entreprise ». Et cette ligne et demie, consacrée au problème essentiel pour les travailleurs et qui caractérise en réalité le



(Keystone)
Frol KOSLOV
Le second

système économique et social, se trouve au dernier alinéa du chapitre, noyée dans une très longue phrase dans laquelle sont énumérées pêle-mêle « l'automation », « une haute organisation, bien comprise de la production », « le développement des travaux de recherche et d'expérimentation et le resserrement des liens entre les entreprises et les établissements scientifiques », ainsi que « le développement de l'émulation ». Cette très discrète allusion à la future « large participation des collectivités de travailleurs à la gestion de l'entreprise » est d'ailleurs suivie, après une virgule, des mots : « ... et l'extension des méthodes communistes de travail ». On sait que derrière cette formule se dissimule pudiquement le feu « stakhanovisme » dont il est séant de ne plus parler.

Pour les augmentations de la production, le programme fixe des délais précis : dix ans, vingt ans et même quarante ans. Mais pour la participation des travailleurs à la gestion des entreprises, aucun délai n'est indiqué.

Je crains fort qu'il s'agisse là simplement d'un coup de chapeau à la revendication fondamentale des travailleurs, d'une vague promesse sans la moindre intention de la réaliser.

La «mission» des intellectuels dans la «Société communiste»

Pour terminer ces quelques observations critiques à propos des points qui m'ont surtout frappé dans ce programme, je voudrais citer le passage consacré au

rôle des intellectuels dans la future « société communiste » soviétique.

Le voici :

« La littérature et l'art soviétique, pénétrés d'optimisme et des idées communistes vivifiantes, jouent un grand rôle idéologique et éducatif, développent chez les Soviétiques les qualités de bâtisseur du monde nouveau. Ils doivent devenir une source de joie et d'inspiration pour des millions d'hommes, exprimer leur volonté, leurs sentiments et leurs pensées, être un moyen d'enrichissement idéologique et d'éducation morale. La ligne générale du progrès des lettres et de l'art, c'est le resserrement des liens avec la vie du Peuple, une peinture vraie et hautement artistique de la riche diversité de la réalité socialiste, une expression vive et exaltante de tous les éléments nouveaux, réellement communistes, un réquisitoire contre tout ce qui s'oppose au progrès social. »

Pour que les intéressés ne se laissent pas prendre par une certaine ambiguïté



(Keystone)
M. SOUSLOV
Le théoricien

de ce texte et qu'ils ne se trompent pas dans leur « mission », les rédacteurs du programme de 1961 rappellent que « l'art du réalisme socialiste » est « fondé sur les principes du génie populaire et de l'esprit du parti ». D'ailleurs « le Parti Communiste veille à orienter justement le progrès de la littérature et de l'art, à élever leur niveau artistique et idéologique en aidant les organisations sociales et les associations des représentants de la littérature et de l'art dans leur activité ».

Jdanov lui-même n'aurait pu s'exprimer avec plus de netteté et de... force.

Oreste Rosenfeld



(Keystone)
M. KOSSYGUINE
L'homme du Plan

(1) Les lecteurs que cette question intéresse liront avec profit « La critique du programme de Gotha » de Karl Marx (Editions Sociales) en particulier les pages 23, 24 et 25. Pour l'emploi des termes : socialiste et communiste, ou socialisme et communisme, voir F. Engels « Préface au Manifeste Communiste » (Edition Alfred Costes) pages 51 et 52.

Pour les socialistes de ma génération, ainsi que pour celle de Lénine, il y avait, — conformément aux explications d'Engels —, identité absolue entre ces termes. Nous parlions de la « société collectiviste, socialiste ou communiste ».

Je rappelle aussi que le parti de Lénine, qui a pris le nom de Parti Communiste après la Révolution, porta jusqu'à la fin de la guerre le nom de : « Parti ouvrier social-démocrate de Russie (Bolchevicks) ». Il était issu de la fraction léniniste du « Parti ouvrier social-démocrate de Russie », créé en 1898 par Lénine, Martov, Dan en accord avec les fondateurs de l'école marxiste du socialisme russe : Georges Plékhanov et Paul Axelrod. Après le vote de son programme, au Congrès de 1903, le parti se scinda en deux sur l'article 1er des statuts. Les futurs « menchevicks » n'ont pas accepté le principe du « centralisme démocratique » introduit par Lénine.

Je rappelle aussi que même après la scission de 1903 Lénine a continué de participer aux travaux de la IIe Internationale socialiste et ce, jusqu'à 1914.

Anti-communiste à «Ngo-Ngo»

I L m'a fallu faire un effort, mais j'y suis parvenu et j'en suis fier. La lecture d'un article de Suzanne Labin n'est pas à la portée de n'importe qui (1)...

Le sujet ? Le communisme, ou encore : les traîtres-qui-poignent-les-défenseurs-du-monde-libre-dans-le-dos ? A dire vrai, je ne sais plus exactement...

Le prétexte ? Une interview de M. Pham Huy-Co critiquant le régime de M. Diem. L'article de la dite confrère pourrait s'intituler : « Prospérité du Sud, disette au Nord ».

Suzanne, la socialiste au grand cœur, vole au secours de Ngo, le catholique démocrate au courage inébranlable. Le régime diémiste est-il féodal et corrompu ? Point. La liberté et la prospérité règnent : « Tout le monde dans toutes les rues paraît décentement vêtu et nourri, les constructions neuves surgissent partout ».

Peu importe que le Sud-Vietnam, autrefois « grenier à riz » de la péninsule indochinoise et grand exportateur en la matière, soit aujourd'hui obligé d'en importer pour conjurer la famine. De même pour les quelque douze camps de concentration, les camps dits de « rééducation » ou encore les prisons diémistes. Ils doivent être bien cachés pour que notre amie ne les ait point aperçus. Il est aussi plus rassurant d'oublier les quelque 50.000 nationalistes anti-diémistes qui en ont connu et en connaissent encore les atrocités. Quant à la liberté des élections, demandez un peu au Dr Phan-Quang-Dan, l'adversaire « libre » de M. Diem aux dernières élections ! (Rassurez-vous, chère Suzanne ! Impossible de lui poser semblable question : il a brusquement disparu et personne ne sait où il se trouve. Probablement a-t-il voulu faire comme Maurice Audin...).

Mais terminons ces palabres inutiles. A l'endroit des troupes communistes, il faut bien dire que leur plus grande peur, elles l'ont connue l'an dernier, lors de la tentative des démocrates vietnamiens pour prendre le pouvoir : à cette époque, en effet, le pourrissement consécutif à la politique de la clique diémiste n'était pas suffisamment avancé pour qu'elles aient pu espérer recueillir tout le bénéfice de la révolte populaire.

A l'endroit de Mme Suzanne Labin, je ne puis, par contre, rien diagnostiquer... n'étant pas docteur en Médecine.

J. P.

(1) Cf Combat, des 22 et 23 septembre 1961.

Voir en p. 12 l'article de J.C. Bastia : « Guerre civile au Vietnam ? »

Les fruits de la politique américaine...

Guerre civile au Vietnam ?

SOLLICITEE par la crise de Berlin, la démission de Quadros, la succession d'Hammarskjöld ou la révolte syrienne, l'opinion internationale ne prête guère attention à la situation du Sud-Vietnam. Pourtant, une partie très importante s'y joue actuellement.

Depuis début 1960, la guerre civile ravage ce pays, comme vient de le confirmer le Président Ngô Đình Diem dans son message au Parlement.

« Ce n'est plus à la guérilla que nous avons affaire, mais à une véritable guerre », a-t-il déclaré le 2 octobre dernier.

En effet, jusqu'au raid sur Tây Ninh, en février 1960, des attentats, des escarmouches menées par des bandes isolées se produisaient un peu partout dans les campagnes. C'était la « guérilla ». Mais depuis le début de l'année dernière, les Viêt-Cong (partisans pro-communistes), en réussissant un coup de main audacieux sur l'ancienne capitale caodiste, prouvaient qu'ils s'étaient constitués en unités de guerre, « équipées d'armements lourds et variés ». Depuis lors, ils n'ont cessé de semer le désordre à travers tout le pays, le contrôlant peu à peu dans son ensemble, des hauts plateaux du Centre à la pointe extrême sud de Ca-mau. Aujourd'hui, ils tiennent tête aux forces de l'ordre, font sauter les ponts, surveillent les principaux axes routiers. Seuls des convois armés peuvent se déplacer sur les deux routes importantes qui relient, l'une Bien-Hoa, l'autre Dalat à Saïgon. Récemment, les Viêt-Cong ont pu prendre quelques garnisons dans la région de Kontum-Pleiku (Hauts plateaux) et sont allés menacer sérieusement la ville de Phuoc Vinh, provoquant de lourdes pertes parmi les troupes gouvernementales. La semaine dernière, ils ont fait sauter le train Saïgon-Huê, tuant, d'après les chiffres officiels, près de 500 militaires. A 20 kms de la capitale, un officier est fait prisonnier. Selon Washington, près de 1.500 personnes tombent, chaque mois, victimes de ces « raids ».

On pourrait épiloguer longtemps sur l'ampleur du soutien de Hanoï à la lutte contre la dictature « fasciste » de M. Diem. Il est certain que les unités Viêt-Cong qui se battent dans les rizières du Sud reçoivent un appui matériel et humain du Nord. Certains vont même jusqu'à penser que les autorités de la République Démocratique du Nord-Vietnam (Hanoï), prévoyant, en conséquence d'une solution au conflit laotien, la création d'un contrôle international effectif des forces militaires au Laos, ont préféré expédier vers le Sud-Vietnam certaines de leurs troupes qui stationnaient auparavant dans les régions actuellement occupées par le Pathet-Lao. Mais quel que soit le rôle joué par Hanoï dans la guerre civile qui sévit au Sud-Vietnam, il n'en reste pas moins vrai qu'une dizaine de milliers de Viêt-Cong (selon le *Time*) ne pourraient tenir tête à 300.000 hommes, — dont 170.000 soldats et 130.000 gardes nationaux —, s'ils ne bénéficiaient pas du soutien, même tacite, de la population locale.

Le problème n'est pas de savoir si les paysans du Sud sont pro-communistes — pour la majorité, on peut penser que cela les laisse indifférents — mais, de constater que dans leur lutte contre le régime « diemiste », le peuple sud-vietnamien et les Viêt-Cong sont unis, même si leurs intérêts respectifs divergent.

Le régime du Sud est profondément impopulaire. On l'a bien vu quand, à l'occasion du coup d'état militaire avorté de novembre dernier, la population s'empressait avec une belle unanimité de brûler et de fouler aux pieds les effigies des gouvernants. Sur ces derniers, tout a été dit : oligarchie, dictature, corruption, camps de concentration, concussion, tortures... que la presse internationale ne cesse de dénoncer ; ces maux expliquent par eux-mêmes le mécontentement populaire vis-à-vis du régime et de ses protecteurs, les Américains.

Le plan de «sauvetage» U.S.

Depuis les accords de Genève, en 1954, les Etats-Unis tiennent l'avenir du régime entre leurs mains. Il leur suffirait de lui couper les vivres, et le château de cartes s'écroulerait avec

fracas. C'est ce qu'on espérait au lendemain du « lâchage » de Syghman Rhee en Corée et avec l'accession de J. F. Kennedy à la présidence des Etats-Unis. Ce dernier n'avait-il pas fait comprendre par ses déclarations antérieures, et dans son discours d'inauguration, le 21 janvier 1961, que son pays ne comptait plus soutenir des régimes fascistes sous prétexte que ceux-ci se présentaient comme « la seule alternative au communisme » ?

Hélas, depuis, il a fallu déchanter. Après l'échec qu'ils ont subi avec Phoumi au Laos, après la visite du vice-président L. Johnson à Saïgon, il est clair que les Américains comptent soutenir Diem jusqu'au bout, quitte à perdre définitivement la face en Asie si leur protégé du palais du Doc Lap s'effondre.

Cet été, alors que M. Diem ne savait plus que faire face à l'extension catastrophique de la guerre civile, le Département d'Etat a décidé de prendre l'affaire en mains. A la suite d'une mission dirigée par l'économiste Eugène Staley à Saïgon, en juillet dernier, Washington a dressé un plan pour lutter contre la « subversion des rouges », dont l'application a été confiée à S. J. Cottrel, partisan de « méthodes rudes, non orthodoxes pour arrêter les communistes », assisté par le général E. Landsdale, un « dur » du Pentagone.

Ce plan, vaste et détaillé, revient à confier le commandement des opérations militaires à Washington et prévoit des mesures de redressement économique et social. Ceci, avec l'entier accord de Saïgon. Mais quelles que soient les lignes de ce plan, il importe de constater que, reprenant sous une autre couleur les conceptions chères à Foster Dulles, la nouvelle Administration américaine entend ré-



(A.D.P.)

Au lieu de former des recrues, laisser une chance à la réunification.

soudre une guerre civile, un conflit politique, par des moyens militaires. Washington espère mettre fin à la lutte d'un peuple contre une minorité de profiteurs, accrochés à leurs privilèges, en éliminant les éléments les plus actifs, et pense qu'ainsi la guerre civile aura perdu sa raison d'être.

On voit la faille du raisonnement : il est tout simplement oublié que treize millions de Vietnamiens ne souhaitent qu'une chose : la chute de M. Diem et le retrait des « conseillers » américains. Conscients de l'hostilité des masses vis-à-vis des autorités saïgonnaises, déçus par leur propre impopularité, les Américains choisissent la politique de gribouille, espèrent ainsi reculer l'issue du conflit, la date d'un échec qui hante leurs esprits et qui ne peut, à leurs yeux, être autre que la communication du Sud-Vietnam. N'ayant plus d'illusions — ou très peu —, ils cherchent à retarder l'échéance plutôt que de reconnaître, dès maintenant, leur erreur et faire machine arrière, quitte à remettre à plus tard des décisions qu'aujourd'hui ils pourraient prendre mais qui, demain, leur seront imposées à leur détriment.

Une solution autre que le communisme

Car, si la situation est chaque jour plus critique, il ne faut pas croire pour autant qu'il n'existe plus aujourd'hui au Sud-Vietnam d'autre solution que le communisme.

Le prince Sihanouk (Cambodge) déclarait avec raison, cet été à un journaliste américain : « Les dictatures asiatiques, vos coûteux et fragiles alliés, continuent à être l'objet de tous vos soins parce que vous n'imaginez pas de solution meilleure que l'argent et les armes pour contenir l'expansion communiste. Je sais qu'on ne modifie pas en un tournemain la politique d'une grande puissance. Mais je sais aussi que le temps perdu ne se rattrape jamais. »

Même si le temps perdu ne peut se rattraper, même si la politique d'une grande puissance ne se modifie pas en un tournemain, il reste possible aux Etats-Unis, — et cela à tout moment —, de retirer leur soutien à la dictature de Diem, leur « fragile et coûteux allié », plutôt que de continuer à le porter à bout de bras et d'achever ainsi de déconsidérer le monde occidental en Asie, où ils en sont le porte-parole.

Sans leur protection, leur allié s'écroulerait. Les Américains ont peur, qu'à cette occasion, un vide politique se fasse, une période d'anarchie s'installe pendant laquelle le Front de Libération Nationale, à majorité communiste, et qui chaperonne l'action des Viêt-Cong, s'empare du pouvoir.

Bien sûr, le danger existe, on ne peut le négliger. Mais proclamer que



(A.D.P.)

qu'ils en seraient issus. Ces cadres pourraient ainsi se « désengager » vis-à-vis des encombrants alliés américains, tenter une ouverture vers le Nord sur le plan culturel et économique, de manière à laisser une chance à une réunification pour l'instant impossible, et, surtout, afin de neutraliser les cadres qu'Hanoï dirige dans le Sud et dont la propagande, Diem disparu et les Américains écartés, se heurterait à de plus grandes difficultés.

Réciproquement, ce serait aussi pour Hanoï la possibilité de connaître une autre ouverture que celle — écrasante — de la Chine Populaire et il est fort probable que le Nord serait provisoirement satisfait par le succès que représenterait à ses yeux le départ pour d'autres horizons des « conseillers » américains de Saïgon.

C'est cette période provisoire de non-ingérence du Nord dans les affaires du Sud, obtenue à la suite de négociations ou d'un accord tacite entre les deux parties, que les nouveaux dirigeants de Saïgon devraient mettre à profit. Ce serait une entreprise difficile car il faudrait vite obtenir des résultats positifs. Mais le Sud-Vietnam ne manque pas de cadres pour la mener à bien, sous l'autorité d'un Exécutif solide qui n'hésiterait pas à prendre les décisions qui s'imposent pour enrayer la corruption dans l'Administration, imposer une réforme agraire, nationaliser l'industrie, car l'on sait à quel point, dans les pays sous-développés, les intérêts particuliers divergent de l'intérêt national...

Une telle éventualité n'est pas impossible. Elle pose comme condition première une « revietnamisation » du Sud-Vietnam. Mais il est évident que ce n'est pas vers une solution de ce genre qu'on s'oriente, mais plutôt vers une internationalisation du conflit. Pour éviter une réaction violente de la part des Soviétiques, Washington a dû démentir l'envoi de ses troupes dans les rizières de Cochinchine, (envoi dont il avait été question lors de la réunion des conseillers militaires de l'O.T.A.S.E., à Bangkok, au début de ce mois, et dont l'amiral Felt s'était publiquement fait l'écho lors de son passage à Saïgon). C'est pourtant bien cette question qu'est allé envisager à Saïgon, cette semaine, le général Maxwell Taylor, conseiller militaire personnel du Président Kennedy. Et si les Etats-Unis, comme tout le monde croit, continuent à aider Diem à se survivre, à accroître leur soutien à un régime qui, s'il fut populaire, ne l'est plus et ne le sera plus jamais, ils ne contribueront pas à le consolider, mais à précipiter la population dans les bras des Viêt-Cong. Bientôt, peut-être, les G.I. vont prendre la lourde succession du Corps expéditionnaire français. Et une troisième conférence de Genève, ou d'ailleurs, se réunira pour ratifier la nouvelle poussée communiste dans le Sud-Est asiatique. Telle est l'évolution qui se dessine aujourd'hui et que rien ne semble devoir déjouer, à moins qu'un nouveau coup d'Etat hypothétique réussisse à Saïgon. Mais il ne faut pas s'attendre à un brusque revirement d'attitude de la part de Washington, tant que les Etats-Unis n'auront pas constaté sur le terrain l'échec de leur nouveau plan.

J.-C. Bastia